

STATISTIQUES 2021-2022  
XV<sup>ème</sup> législature  
*(1<sup>er</sup> octobre 2021 – 21 juin 2022)*



## LISTE DES SIGLES, ABREVIATIONS ET SIGNES

### COMMISSIONS PERMANENTES

AFET.....	Commission des affaires étrangères.
CULT.....	Commission des affaires culturelles et de l'éducation.
DEF.....	Commission de la défense nationale et des forces armées.
DEVE.....	Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.
ECO.....	Commission des affaires économiques.
FIN.....	Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.
LOIS.....	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
SOC.....	Commission des affaires sociales.

### GROUPES POLITIQUES

LaREM.....	La République en Marche.
LR.....	Les Républicains.
Dem.....	Mouvement Démocrate et apparentés, puis, à partir du 23 septembre 2020. Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés.
SOC.....	Socialistes et apparentés.
Agir ens.....	Agir ensemble.
UDI-I.....	UDI, Agir et Indépendants, puis, à partir du 26 mai 2020, UDI et Indépendants.
FI.....	La France insoumise.
LT.....	Libertés et Territoires.
GDR.....	Gauche démocrate et républicaine.
NI.....	Députés non inscrits.

### DIVERS

adt(s).....	Amendement(s).
al. ....	Alinéa.
Art. ....	Article.
A.V. ....	Abstention volontaire.
C. ....	Constitution : exemple « art. 49, al. 3 C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CEC.....	Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.
Cion.....	Commission.
CMP.....	Commission mixte paritaire.
DC.....	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 C.).
Gvt.....	Gouvernement.
J.O. ....	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN.....	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L. ....	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37, al. 2 C.).
LD.....	Lecture définitive.
L.O. ....	Loi organique.
NL.....	Nouvelle lecture.
PA.....	Procédure accélérée.
PAC.....	Projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne soumis au Parlement (application de l'art. 88-4 C.).
Pj. AN.....	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S. ....	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn.....	Proposition de loi.
QG.....	Questions au Gouvernement.
QOSD.....	Questions orales sans débat.
R.....	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect. ....	Rectifié.
SE.....	Secrétariat d'État.

### SIGNES

-.....	Néant.
///.....	Impossibilité juridique ou pratique.

## SOMMAIRE

<b>1. Composition de l'Assemblée nationale</b> .....	<b>8</b>
1.1. Répartition géographique des sièges .....	9
1.2. Effectifs des groupes.....	9
1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale .....	11
1.3.1. Remplacement de députés .....	11
1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de député .....	11
1.3.3. Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales .....	11
1.3.4. Élections partielles.....	11
1.3.5. Sièges vacants au 21 juin 2022 .....	11
1.4. Âge, profession et autres mandats des députés.....	12
1.4.1. Répartition par tranche d'âge et par groupe.....	12
1.4.2. Moyenne d'âge par groupe .....	13
1.4.3. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle .....	14
1.4.4. Nombre de mandats de député .....	15
1.5. Contestations d'opérations électorales .....	16
1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement.....	16
1.7. Immunités parlementaires .....	16
1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté.....	16
1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite .....	16
1.7.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'art. 26 C.....	16
1.8. Incompatibilités parlementaires.....	16
<b>2. Bilan d'activité</b> .....	<b>18</b>

2.1. Congrès du Parlement.....	18
2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale .....	18
2.2.1. Sessions et séances publiques .....	18
2.2.2. Impressions parlementaires.....	19
2.3. Commissions permanentes et spéciales.....	20
2.3.1. Travaux des commissions.....	20
2.3.2. Répartition des rapporteurs par groupe .....	23
2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations .....	24
2.4. Commission des affaires européennes .....	24
2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes .....	24
2.4.2. Textes soumis en application de l'art. 88-4 C.....	24
2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques .....	25
2.6. Délégations et offices parlementaires .....	25
2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale.....	25
2.6.2. Offices parlementaires.....	25
2.6.3. Activités parlementaires internationales.....	25
2.7. Commissions d'enquête .....	25
<b>3. Examen des textes.....</b>	<b>27</b>
3.1. Projets et propositions de loi.....	27
3.1.1. Textes en instance de lecture au 1 <sup>er</sup> octobre 2021 .....	27
3.1.2. Textes déposés .....	27
3.1.3. Textes définitivement adoptés au 21 juin 2022 .....	28
3.1.4. Textes en instance de lecture au 21 juin 2022.....	29
3.1.5. Récapitulatif des textes pris en compte.....	29
3.1.6. Délai entre le dépôt et l'adoption définitive .....	30
3.2. Propositions de résolution.....	31
<b>4. Eléments de procédure.....</b>	<b>34</b>
4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour .....	34
4.1.1. Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C. ....	34

4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3 C. ....	35
4.1.3. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art. 48, al. 1 C. ....	36
4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art. 48, al. 4 C. ....	37
4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'art. 48, al. 5 C. ....	38
4.1.6 Session ordinaire – Autres jours de séance .....	39
4.2. Procédures accélérées .....	40
4.3. Procédures d'examen simplifiées (art. 103 R.) .....	41
4.4. Procédures de législation en commission (art. 107-1 R.) .....	41
4.5. Temps législatif programmé (art. 49-5 R.) .....	41
4.5.1. Temps global alloué .....	41
4.5.2. Part du temps utilisé par groupe .....	42
4.6. Motions de procédure (art. 91 R., 122 R.) .....	43
4.7. Secondes délibérations .....	43
4.8. Commissions mixtes paritaires .....	43
4.8.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire .....	43
4.8.2. Issue des commissions mixtes paritaires .....	44
4.8.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure .....	45
4.8.4. Échec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure .....	45
4.9. Amendements .....	46
4.9.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique .....	46
4.9.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance .....	48
4.9.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session .....	49
4.10. Votes bloqués .....	52
4.11. Scrutins publics .....	52
4.12. Incidents de séance .....	52

4.13. Décisions du Conseil constitutionnel.....	52
<b>5. Déclarations et débats .....</b>	<b>54</b>
<b>6. Engagements de responsabilité et censure .....</b>	<b>56</b>
6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement.....	56
6.2. Motions de censure.....	56
<b>7. Questions .....</b>	<b>58</b>
7.1. Questions orales.....	58
7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement.....	58
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat.....	59
7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle .....	60
7.2. Questions écrites.....	61
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses.....	61
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées.....	62
<b>Annexes .....</b>	<b>63</b>
Annexe I : <i>Modifications à la composition de l'Assemblée nationale</i> .....	64
Annexe II : <i>Missions temporaires confiées par le Gouvernement</i> .....	66
Annexe III :	
<i>Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)</i> .....	69
<i>Travaux des missions d'information créées en application de l'art. 145, al. 4 R.</i> .....	69
Annexe IV : <i>Demandes de consultation des commissions sur des nominations</i> .....	70
Annexe V : <i>Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 C.</i> .....	71
Annexe VI : <i>Travaux des commissions d'enquête</i> .....	72
Annexe VII :	
<i>Propositions de loi de l'Assemblée nationale rejetées</i> .....	73
<i>Proposition de loi du Sénat rejetée</i> .....	74
Annexe VIII : <i>Liste chronologique des lois promulguées</i> .....	75
Annexe IX :	
<i>Textes examinés en application de l'art. 48 C.</i> .....	79
<i>Journées réservées aux groupes de l'opposition et minoritaires (art. 48, al. 5 C.)</i> :.....	83
Annexe X : <i>Calendrier prévisionnel de la session ordinaire 2021-2022</i> .....	85
Annexe XI : <i>Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée</i> .....	86

Annexe XII : <i>Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifiée ...</i>	88
Annexe XIII : <i>Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure de législation en commission .....</i>	90
Annexe XIV : <i>Texte ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé.....</i>	91
Annexe XV : <i>Commissions mixtes paritaires .....</i>	92
Annexe XVI : <i>Liste chronologique des scrutins .....</i>	96
Annexe XVII : <i>Décisions du Conseil constitutionnel .....</i>	97
Annexe XVIII : <i>Déclarations et débats .....</i>	101
Annexe XIX : <i>Engagements de responsabilité et censure (art. 49 C.) .....</i>	105
Annexe XX : <i>Questions sur une thématique ministérielle.....</i>	106
Annexe XXI : <i>Répartition des réponses aux questions orales et écrites .....</i>	107

# 1.

## COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE



## 1. Composition de l'Assemblée nationale

### 1.1. Répartition géographique des sièges

Départements métropolitains	539
Départements d'outre-mer	19
Nouvelle-Calédonie et collectivités d'outre-mer régies par l'art. 74 C.	8
Français établis hors de France	11
<b>TOTAL</b>	<b>577</b>

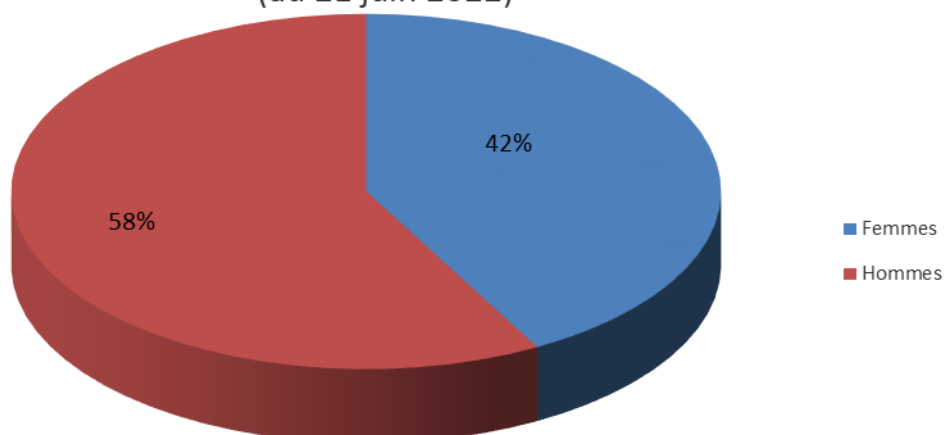
### 1.2. Effectifs des groupes

Groupes	Au 30 septembre 2021			Au 21 juin 2022		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
La République en Marche	266	3	269	254	3	257
Les Républicains	95	8	103	92	8	100
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	49	8	57	51	3	54
Socialistes et apparentés	26	3	29	25	3	28
Agir ensemble	22	0	22	22	-	22
UDI et Indépendants	19	0	19	19	-	19
Libertés et Territoires	16	1	17	17	1	18
La France insoumise	17	0	17	17	-	17
Gauche démocrate et républicaine	15	0	15	15	-	15
<b>Total des groupes</b>	<b>525</b>	<b>23</b>	<b>548</b>	<b>512</b>	<b>18</b>	<b>530</b>
Députés non inscrits			22			37
<b>Total des sièges pourvus</b>			<b>570 <sup>(1)</sup></b>			<b>567 <sup>(2)</sup></b>
Sièges vacants			7			10
<b>Total des sièges</b>			<b>577</b>			<b>577</b>

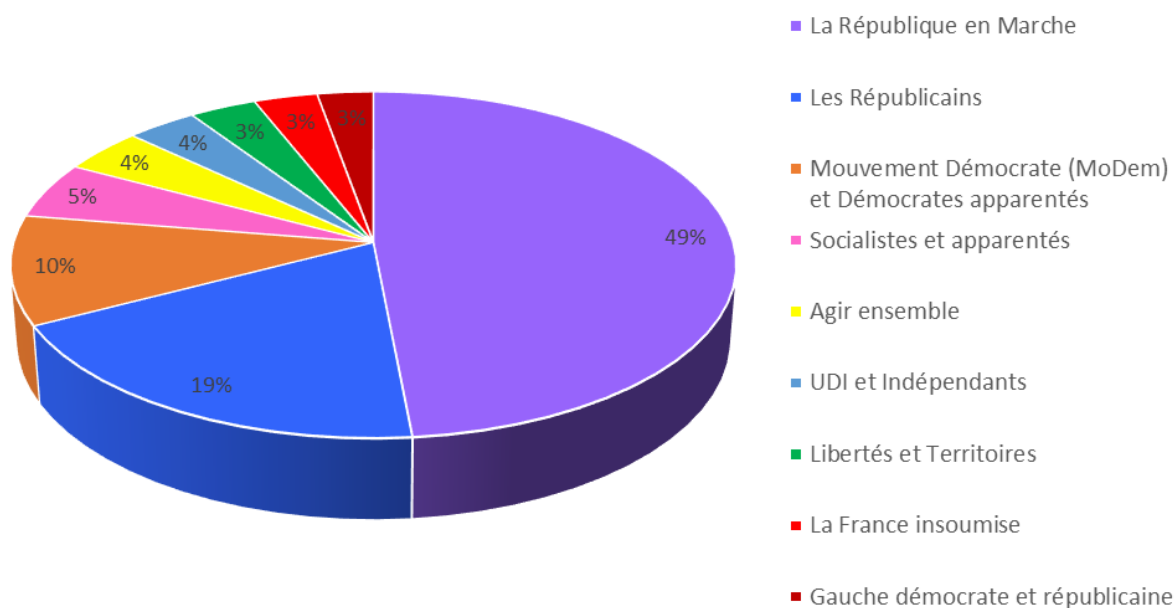
<sup>1</sup> Dont 238 femmes : 133 LaREM, 29 LR, 22 Dem, 15 SOC, 8 Agir ens, 5 UDI-I, 7 FI, 4 LT, 4 GDR, 11 non inscrites.

<sup>2</sup> Dont 238 femmes : 125 LaREM, 29 LR, 23 Dem, 14 SOC, 8 Agir ens, 5 UDI-I, 5 LT, 7 FI, 4 GDR, 18 non inscrites.

### Répartition des députés par sexe (au 21 juin 2022)



### Répartition des députés par groupe politique (au 21 juin 2022)



## 1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale <sup>(3)</sup>

### 1.3.1. Remplacement de députés

Après :

– décès	1
– élection au Sénat	1
– démission pour cause d'incompatibilité	2
– nomination à des fonctions ministérielles	4
– nomination au Conseil constitutionnel	-
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	-

### 1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de député

10

### 1.3.3. Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales

-

### 1.3.4. Élections partielles

-

(Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d'opérations électorales	-
– démission d'office	-
– démission volontaire	-
– autre (démission ou absence du suppléant)	-

### 1.3.5. Sièges vacants au 21 juin 2022

10

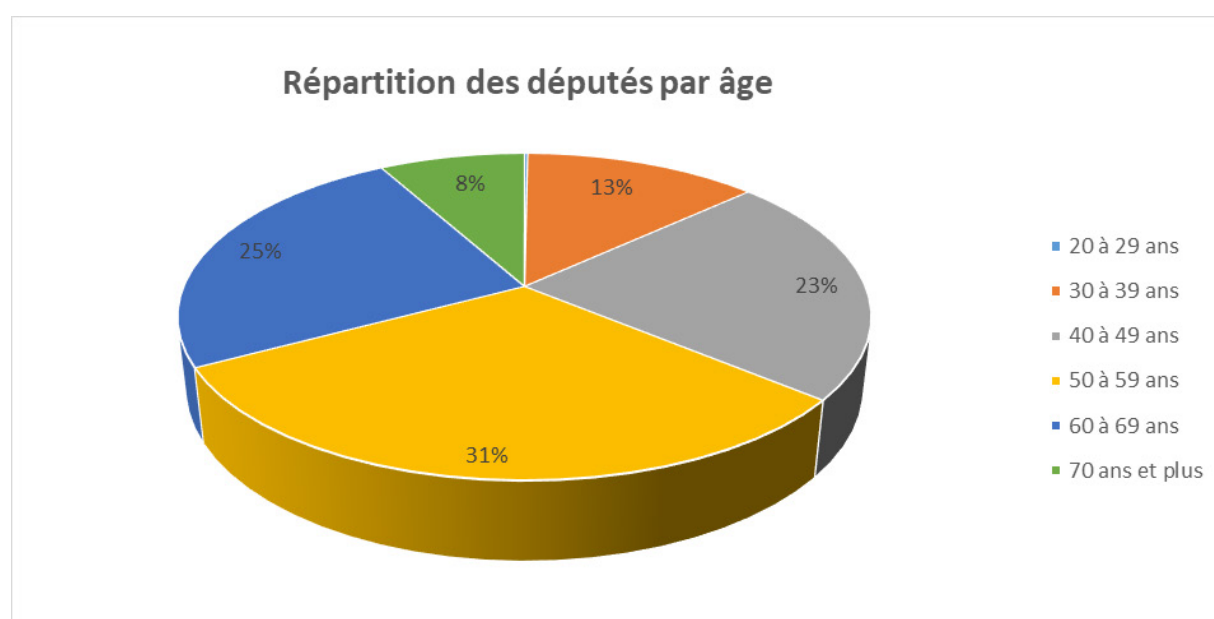
---

<sup>3</sup> Voir annexe I.

## 1.4. Âge, profession et autres mandats des députés

### 1.4.1. Répartition par tranche d'âge et par groupe

Désignation	LaREM	LR	Dem	SOC	Agir ens	UDI-I	LT	FI	GDR	NI	Total
de 20 à 24 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de 25 à 29 ans	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2
de 30 à 34 ans	14	5	-	-	1	-	-	3	-	2	25
de 35 à 39 ans	27	6	1	-	6	1	1	-	1	7	50
de 40 à 44 ans	31	5	6	-	2	-	1	3	1	2	51
de 45 à 49 ans	42	4	6	2	3	1	4	4	1	10	77
de 50 à 54 ans	37	16	10	3	5	4	2	2	4	5	88
de 55 à 59 ans	41	16	4	8	3	5	2	2	2	6	89
de 60 à 64 ans	32	20	13	8	2	6	3	2	2	3	91
de 65 à 69 ans	18	12	10	3	-	1	3	-	1	1	49
70 ans et plus	14	15	4	4	-	1	2	1	3	1	45
<b>Total</b>	<b>257</b>	<b>100</b>	<b>54</b>	<b>28</b>	<b>22</b>	<b>19</b>	<b>18</b>	<b>17</b>	<b>15</b>	<b>37</b>	<b>567</b>



### 1.4.2. Moyenne d'âge par groupe

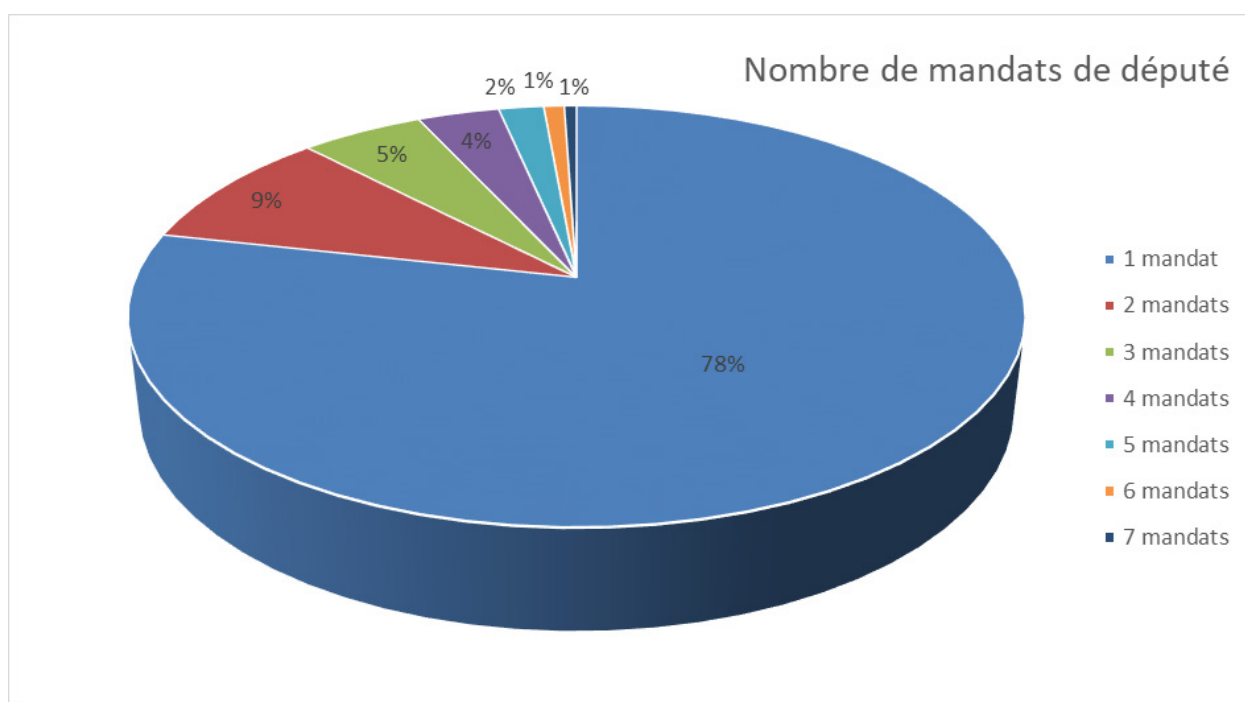
<b>Groupes</b>	<b>Âge moyen</b>
La République en Marche	51 ans et 11 mois
Les Républicains	57 ans et 8 mois
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	57 ans et 9 mois
Socialistes et apparentés	60 ans et 7 mois
Agir ensemble	47 ans et 5 mois
UDI et Indépendants	58 ans et 2 mois
Libertés et Territoires	57 ans et 4 mois
La France insoumise	48 ans et 8 mois
Gauche démocrate et républicaine	57 ans et 2 mois
Non inscrits	49 ans et 1 mois
<b>Moyenne générale</b>	<b>54 ans</b>

### 1.4.3. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle

Professions	LaREM	LR	Dem	SOC	Agir ens	UDI-I	LT	FI	GDR	NI	Total
Agriculteurs exploitants	3	8	1	1	1	1	-	-	-	-	15
Anciens agriculteurs exploitants	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1	-	3	-	-	-	-	-	-	-	4
Anciens cadres et professions intermédiaires	10	3	1	1	-0	1	-	-	1	-	17
Anciens employés et ouvriers	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Artisans	4	1	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Cadres d'entreprise	74	23	14	10	4	5	3	1	1	13	148
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	65	22	13	13	8	4	7	8	4	10	154
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	15	4	3	-	3	1	1	-	-	1	28
Commerçants et assimilés	11	1	3	-	2	-	1	-	-	-	18
Contremaîtres, agents de maîtrise	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Employés administratifs d'entreprise	3	1	2	-	-	-	-	-	3	-	9
Employés de commerce	3	-	-	-	-	-	-	1	-	1	5
Employés de la fonction publique	5	-	1	-	1	-	-	2	1	-	10
Inactifs divers (autres que retraités)	2	-	-	-	-	1	-	-	-	-	3
Ouvriers agricoles	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Ouvriers qualifiés	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	2	-	-	-	-	-	-	1	1	1	5
Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés	14	3	1	1	1	3	-	2	3	-	28
Professions libérales et assimilés	38	21	10	2	2	3	4	1	-	5	86
Sans profession déclarée	5	11	1	-	-	-	1	-	1	6	25
<b>Total</b>	<b>257</b>	<b>100</b>	<b>54</b>	<b>28</b>	<b>22</b>	<b>19</b>	<b>18</b>	<b>17</b>	<b>15</b>	<b>37</b>	<b>567</b>

#### 1.4.4. Nombre de mandats de député

Nombre de mandats de député	LaREM	LR	Dem	SOC	Agir ens	UDI-I	LT	FI	GDR	NI	Total
1 mandat	235	52	51	9	19	10	9	17	11	32	445
2 mandats	15	15	1	10	2	3	4	-	2	1	53
3 mandats	6	11	2	6	-	1	3	-	-	1	30
4 mandats	1	8	-	2	1	4	1	-	1	2	20
5 mandats	-	9	-	-	-	-	-	-	1	1	11
6 mandats	-	3	-	-	-	1	1	-	-	-	5
7 mandats	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-	3



## 1.5. Contestations d'opérations électorales <sup>(4)</sup>

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
Saisines au cours de la période	9	4
Requêtes :		
• devenues sans objet	-	-
• rejetées	2	2
• suivies d'annulation	2	1
• inéligibilités	2	2
• non lieu à prononcer l'inéligibilité	3	3

## 1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement <sup>(5)</sup>

Missions confiées au cours de la période 14

Missions en cours au 21 juin 2022 -

## 1.7. Immunités parlementaires

### 1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale -

### 1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée nationale -

### 1.7.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'art. 26 C.

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

## 1.8. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel 1

<sup>4</sup> Voir annexe XVII.

<sup>5</sup> Voir annexe II.



# 2.

## BILAN D'ACTIVITÉ

## 2. Bilan d'activité

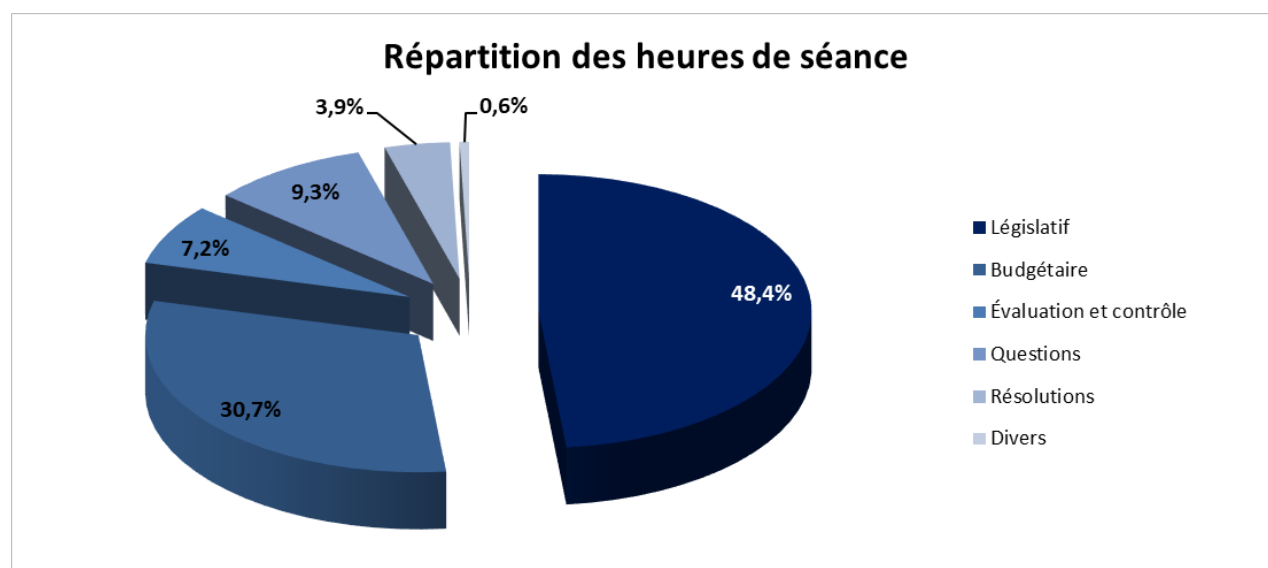
### 2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en Congrès durant la période couverte par ce recueil.

### 2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

#### 2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DES HEURES DE SÉANCE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires	Évaluation et contrôle <sup>(6)</sup>	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire du 1 <sup>er</sup> octobre 2021 au 21 juin 2022	85	168	626 h 20	303 h 00	192 h 00	45 h 05	58 h 30	24 h 15	3 h 30 <sup>(7)</sup>



<sup>6</sup> Dont déclarations, motions de censure et débats.

<sup>7</sup> Dont élection de deux juges suppléants à la CJR (5 octobre 2021), présentation du rapport annuel de la Cour des comptes (16 février 2022), prises de parole de chaque groupe sur la situation en Ukraine (24 février 2022), message de M. le Président de la République (article 18 de la Constitution) « face à l'évolution de la situation en Ukraine » (25 février 2022) et intervention de M. Volodymyr Zelensky, président de l'Ukraine (23 mars 2022).

## 2.2.2. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Projets de loi	104	4 166	4	776	108	4 942
Propositions de loi	502	6 449	0	0	502	6 449
Propositions de résolution	146	1 572	0	0	146	1 572
Rapports législatifs <sup>(8)</sup>	151	11 303	61	5 804	212	17 107
Avis	21	1 484	40	2 864	61	4 348
Rapports d'information <sup>(9)</sup>	93	11 214	0	0	93	11 214
Autres rapports <sup>(10)</sup>	5	280	0	0	5	280
<b>Totaux</b>	<b>1 022</b>	<b>36 468</b>	<b>105</b>	<b>9 444</b>	<b>1 127</b>	<b>45 912</b>

<sup>8</sup> Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

<sup>9</sup> Rapports d'information des commissions permanentes, du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques, des délégations et des missions d'information.

<sup>10</sup> Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités ou les assemblées européennes et euro-atlantiques.

## 2.3. Commissions permanentes et spéciales

### 2.3.1. Travaux des commissions <sup>(11)</sup>

#### - Réunions

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales <sup>(12)</sup>	Total
<b>Nombre</b>	<b>32</b>	<b>48</b>	<b>42</b>	<b>55</b>	<b>55</b>	<b>40</b>	<b>53</b>	<b>56</b>	<b>5</b>	<b>386</b>
<b>Durée</b>	<b>57 h 05</b>	<b>86 h 40</b>	<b>87 h 35</b>	<b>101 h 40</b>	<b>95 h 20</b>	<b>61 h 25</b>	<b>94 h 50</b>	<b>106 h 45</b>	<b>5 h 05</b>	<b>696 h 25</b>
<i>dont examen budgétaire</i>	<i>11 h 40</i>	<i>8 h 45</i>	<i>11 h 25</i>	<i>8 h 30</i>	<i>32 h 10</i>	<i>7 h 35</i>	<i>49 h 50</i>	<i>7 h 35</i>	-	<b>137 h 30</b>
<b>Personnes auditionnées</b>										
Membres du Gouvernement	7	9	10	12	8	8	8	14	-	<b>76</b>
Autres personnalités	17	18	18	49	67	38	17	11	-	<b>235</b>
<b>Total des auditions</b>	<b>24</b>	<b>27</b>	<b>28</b>	<b>61</b>	<b>75</b>	<b>46</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	-	<b>211</b>

#### - Examen des textes

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
<b>Textes renvoyés en première lecture :</b>										
Projets de loi	2	1	7 <sup>(13)</sup>	4	1	2	1	4	1 <sup>(14)</sup>	<b>23</b>
Propositions de loi	21	56	4	87	4	26	47	95	-	<b>340</b>
Propositions de résolution <sup>(15)</sup>	2	4	-	3	1	5	-	3	-	<b>18</b>
<i>dont propositions européennes</i>	-	2	-	-	-	1	-	1	-	<b>4</b>
<b>Total des textes renvoyés</b>	<b>25</b>	<b>61</b>	<b>11</b>	<b>94</b>	<b>6</b>	<b>33</b>	<b>48</b>	<b>102</b>	<b>1</b>	<b>381</b>
<b>Textes adoptés définitivement :</b>										
Projets de loi	1	1	13 <sup>(16)</sup>	3	1	1	2	6	1 <sup>(17)</sup>	<b>29</b>
Propositions de loi	8	7	1	6	1	2	1	10	4 <sup>(18)</sup>	<b>40</b>
Propositions de résolution <sup>(15)</sup>	-	3	1	1	1	1	-	2	-	<b>9</b>
<i>dont propositions européennes</i>	-	3	1	1	1	1	-	2	-	<b>9</b>
<b>Total des textes adoptés définitivement</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>15</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>18</b>	<b>5</b>	<b>78</b>

<sup>11</sup> Pour les travaux de la MECSS, les missions d'information communes et les missions d'information créées par la Conférence des présidents, voir annexe III.

<sup>12</sup> Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, en faveur de l'activité professionnelle indépendante, commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques et la proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques ainsi que la proposition de loi organique et la proposition de loi relatives aux lois de financement de la sécurité sociale.

<sup>13</sup> Uniquement des conventions.

<sup>14</sup> Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, en faveur de l'activité professionnelle indépendante.

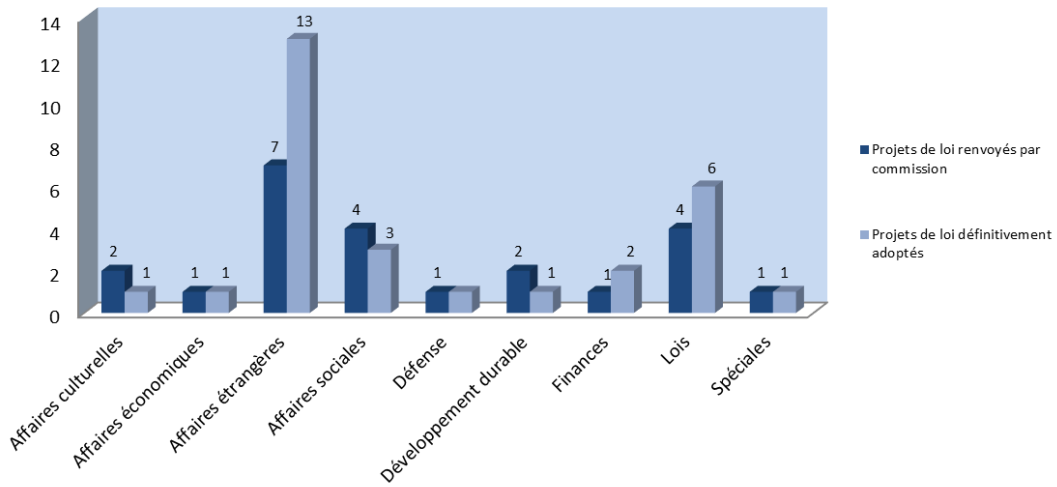
<sup>15</sup> Hors propositions de résolution déposées en application de l'art. 34-1 C.

<sup>16</sup> Uniquement des conventions.

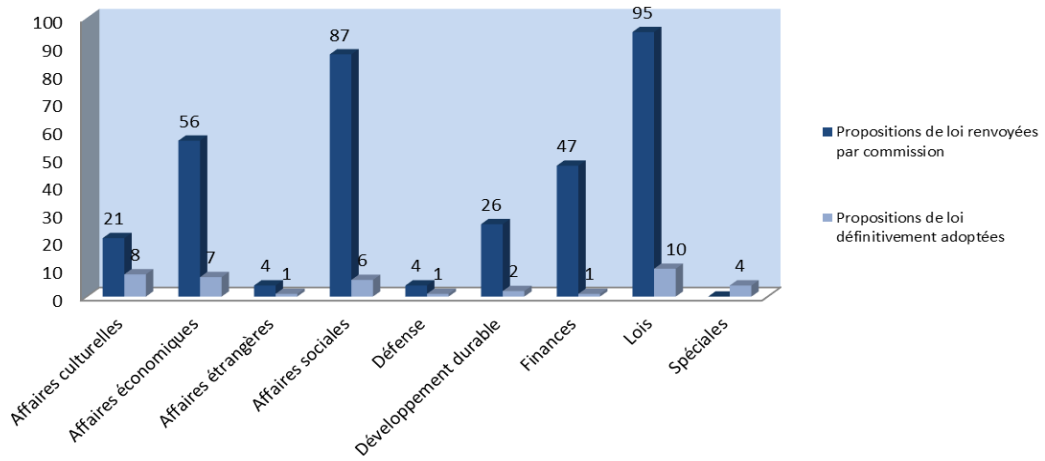
<sup>17</sup> Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, en faveur de l'activité professionnelle indépendante.

<sup>18</sup> Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques et la proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques ainsi que la proposition de loi organique et la proposition de loi relatives aux lois de financement de la sécurité sociale.

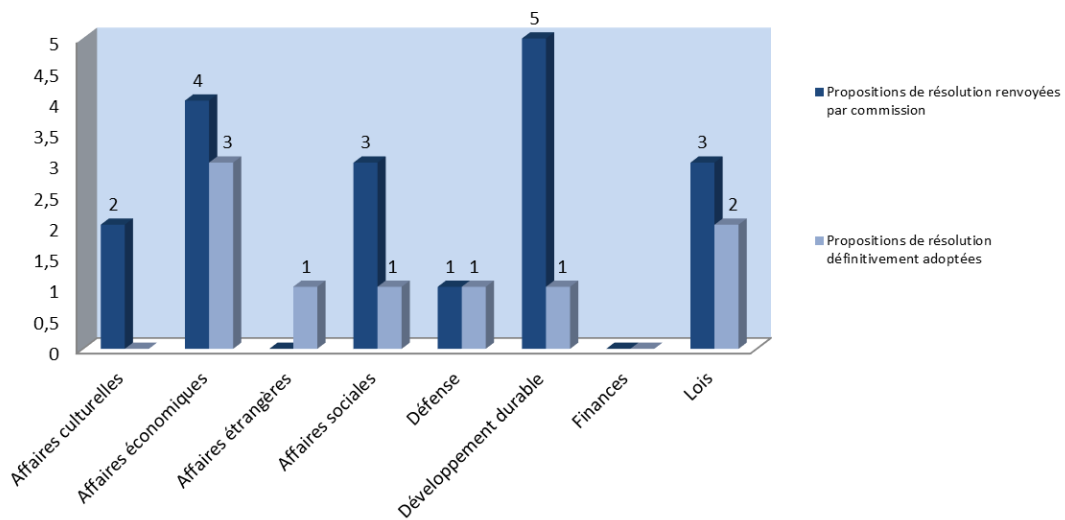
### Projets de loi par commission



### Propositions de loi par commission



### Propositions de résolution par commission



## - Rapports et avis

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
<b>Rapports déposés</b>										
<b>En première lecture :</b>										
sur des projets de loi	1	1	15	1	1	1	2	3	1	26
sur des propositions de loi	4	6	-	7	1	2	3	16	-	39
sur des propositions de résolution	-	-	1	-	1	-	1	1	-	4
<i>dont propositions européennes</i>	-	-	1	-	1	-	1	1	-	4
<b>Total des rapports déposés en 1<sup>ère</sup> lecture</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>16</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>20</b>	<b>1</b>	<b>69</b>
<i>dont rapports conjoints</i>	-	-	-	-	-	-	-	2	1	3
<b>En lectures suivantes :</b>										
sur des projets de loi	-	-	-	1	-	-	4	2	-	7
sur des propositions de loi	2	-	-	3	-	-	-	1	2	8
<b>Total des rapports déposés en lectures suivantes</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>15</b>
<b>Total des rapports toutes lectures</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>16</b>	<b>12</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>23</b>	<b>3</b>	<b>84</b>
<b>Annexes au rapport général</b>	-	-	-	-	-	-	45	-	-	45
<b>Avis</b>										
sur le PLF de l'année	6	14	9	5	8	10	-	9	-	61
sur d'autres PLF et PLFSS	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1
sur des projets de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur des propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur des propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont propositions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>14</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>62</b>
<b>Rapports d'information</b>	4	9	9	4	6	3	7	6	-	48
<i>dont rapports d'application (art. 145, al. 7 R.)</i>	-	2	1	1	-	-	-	2	-	6
<i>dont rapports d'information budgétaire (art. 146 R.)</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

## 2.3.2. Répartition des rapporteurs par groupe

### 2.3.2.1. Textes non budgétaires <sup>(19)</sup>

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	LaREM	LR	Dem	SOC	Agir ens	UDI-I	FI	LT	GDR	NI	Total
<b>Commissions saisies au fond (toutes lectures)</b>											
- projets de loi	26	3	1	2	1	1	-	1	1	-	<b>36</b>
- propositions de loi	23	-	17	3	4	6	7	2	6	2	<b>70</b>
- propositions de résolution (hors européennes)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- propositions de résolution européennes	5	2	-	2	-	-	-	-	2	-	<b>11</b>
<b>Total</b>	<b>54</b>	<b>5</b>	<b>18</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>117</b>
<b>Commissions saisies pour avis (toutes lectures)</b>											
- projets de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Dont européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

### 2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	LaREM	LR	Dem	SOC	Agir ens	UDI-I	FI	LT	GDR	NI	Total
<b>Commission des finances</b>											
- rapporteur général (1 <sup>ère</sup> lecture)	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>2</b>
- rapporteur général (lectures suivantes)	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>4</b>
- rapporteurs spéciaux	29	10	5	2	1	1	1	1	1	-	<b>51</b>
<b>Commission des affaires sociales</b>											
- rapporteur général (1 <sup>ère</sup> lecture)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>1</b>
- rapporteur général (lectures suivantes)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>1</b>
<b>Autres commissions (avis)</b>											
- sur la loi de finances annuelle	32	12	5	3	3	1	-	1	2	1	<b>60</b>
- sur les autres lois de finances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sur la loi de financement de la sécurité sociale (finances)	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>2</b>

<sup>19</sup> Hors projets de loi de finances et projets de loi de financement de la sécurité sociale.

### 2.3.2.3. Rapports d'information <sup>(20)</sup>

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	LaREM	LR	Dem	SOC	Agir ens	UDI-I	FI	LT	GDR	NI	Total
<b>Rapports d'information des commissions permanentes</b>	43	19	9	6	2	-	-	2	2	-	<b>83</b>
<i>dont rapports d'information budgétaires</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont rapports d'application</i>	10	4	2	3	-	-	-	-	-	-	<b>19</b>

### 2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations <sup>(21)</sup> 12

## 2.4. Commission des affaires européennes

### 2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes

Réunions		Auditions		Rapports et textes		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application des art. 88-4 C. et 88-6 C.	Propositions de résolution déposées
25	33 h 05	-	5	18	721	4

### 2.4.2. Textes soumis en application de l'art. 88-4 C. <sup>(22)</sup>

Textes déposés durant la période	752
Textes examinés durant la période	629

<sup>20</sup> Ce tableau recense les rapporteurs d'information des huit commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'information communes à plusieurs commissions, aux missions d'information créées en application de l'art. 145, al. 4 R., à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale qui sont présentées à l'annexe III du présent recueil.

<sup>21</sup> Voir annexe IV.

<sup>22</sup> Voir annexe V.



## 2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

Réunions		Auditions		Rapports déposés
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	
6	7 h 00	-	3	3

## 2.6. Délégations et offices parlementaires

### 2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale

Organismes	Réunions		Auditions		Rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	
Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation	7	7 h 25	1	1	2
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	17	21 h 15	6	13	4
Délégation aux outre-mer	11	17 h 55	-	26	4

### 2.6.2. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	20	51 h 05	-	83	15

### 2.6.3. Activités parlementaires internationales

	Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe	Assemblée parlementaire de l'OSCE	Assemblée parlementaire de l'OTAN	Assemblée parlementaire de la francophonie	Union interparlementaire
Rapports déposés	3	1	1	-	-

## 2.7. Commissions d'enquête

- Commissions constituées durant la période <sup>(23)</sup> -
- Rapports déposés durant la période 4

<sup>23</sup> Voir annexe VI.

# 3.

## EXAMEN DES TEXTES

### 3. Examen des textes

## 3.1. Projets et propositions de loi

### 3.1.1. Textes en instance de lecture au 1<sup>er</sup> octobre 2021

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	116	5	121
en instance de lectures suivantes	3	-	3
<b>Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN</b>	<b>119</b>	<b>5</b>	<b>124</b>
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	-	153	153
en instance de lectures suivantes	10	4	14
<b>Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN</b>	<b>10</b>	<b>157</b>	<b>167</b>

Textes en instance de lecture au Sénat	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	13	-	13
en instance de lectures suivantes	-	-	-
<b>Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>13</b>
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	66	-	66
en instance de lectures suivantes	3	3	6
<b>Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat</b>	<b>69</b>	<b>3</b>	<b>72</b>

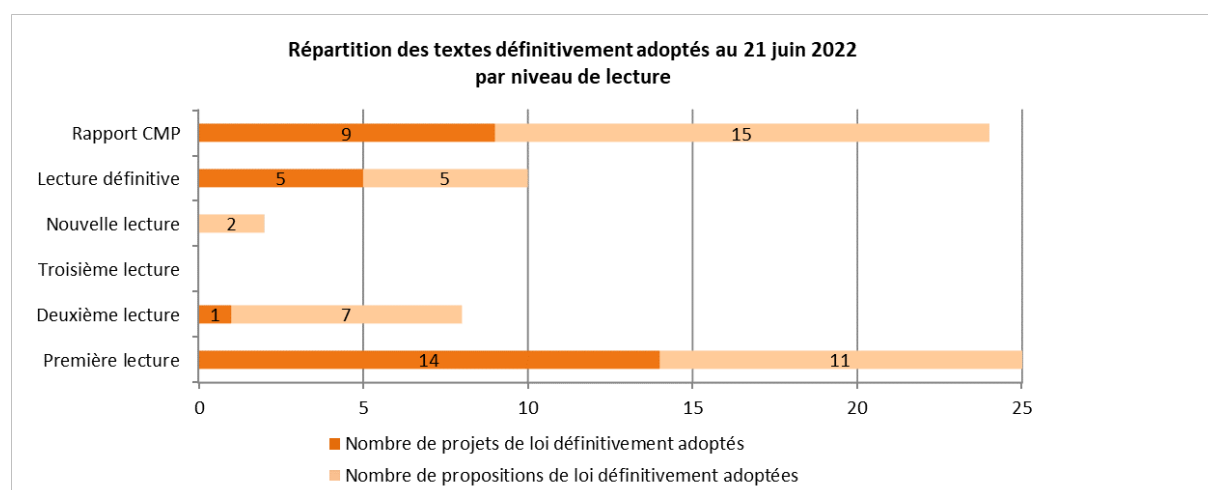
### 3.1.2. Textes déposés entre le 1<sup>er</sup> octobre 2021 et le 21 juin 2022

Textes déposés à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi déposés :			
en première lecture	19	6	25
en lectures suivantes	15	-	15
retraits	2	-	2
<b>Nombre total de projets de loi déposés</b>	<b>32</b>	<b>6</b>	<b>38</b>
Propositions de loi déposées :			
en première lecture	328	15	343
en lectures suivantes	21	1	22
retraits	3	-	3
<b>Nombre total de propositions de loi déposées</b>	<b>346</b>	<b>16</b>	<b>362<sup>(24)</sup></b>

<sup>24</sup> Dont 6 propositions de loi constitutionnelle et 5 propositions de loi organique.

### 3.1.3. Textes définitivement adoptés au 21 juin 2022

		Lieu d'adoption définitive	Niveau de lecture de l'adoption définitive du texte					Total	
			Première lecture	Deuxième lecture	Troisième lecture	Nouvelle lecture	Lecture définitive		Rapport CMP
<b>PROJETS</b>	Déposés à l'AN	Assemblée nationale		-	-	-	5	2	7
		Sénat	10	-	-	-		5	15
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	4	-	-	-	0	1	5
		Sénat		1	-	-		1	2
<b>Nombre de projets de loi définitivement adoptés</b>			14	1	-	-	5	9	29
<b>PROPOSITIONS</b>	Déposés à l'AN	Assemblée nationale		1	-	-	5	4	10
		Sénat	6	-	-	2		11	19
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	5	-	-	-	-	-	5
		Sénat		6	-	-		-	6
<b>Nombre de propositions de loi définitivement adoptées</b>			11	7	-	2	5	15	40 <sup>(25)</sup>



<sup>25</sup> Sur la session 2021-2022, 18 propositions de loi ont été rejetées : voir annexe VII.

### 3.1.4. Textes en instance de lecture au 21 juin 2022

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	121	5	126
en instance de lectures suivantes	1	-	1
<b>Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN</b>	<b>122</b>	<b>5</b>	<b>127</b>
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	1	156	157
en instance de lectures suivantes	1	4	5
<b>Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN</b>	<b>2</b>	<b>160</b>	<b>162</b>

Textes en instance de lecture au Sénat	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	12	-	12
en instance de lectures suivantes	-	-	-
<b>Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>12</b>
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	66	-	66
en instance de lectures suivantes	2	4	6
<b>Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat</b>	<b>68</b>	<b>4</b>	<b>72</b>

### 3.1.5. Récapitulatif des textes pris en compte

	Textes en instance à l'AN au 1 <sup>er</sup> octobre 2021 + textes déposés à l'AN	Textes définitivement adoptés	Lois promulguées <sup>(26)</sup>
<b>Projets de loi</b>	162	29	31 <sup>(27)</sup>
<b>Propositions de loi</b>	529	40	40
<b>TOTAL</b>	<b>691</b>	<b>69</b>	<b>71</b> <sup>(28)</sup>

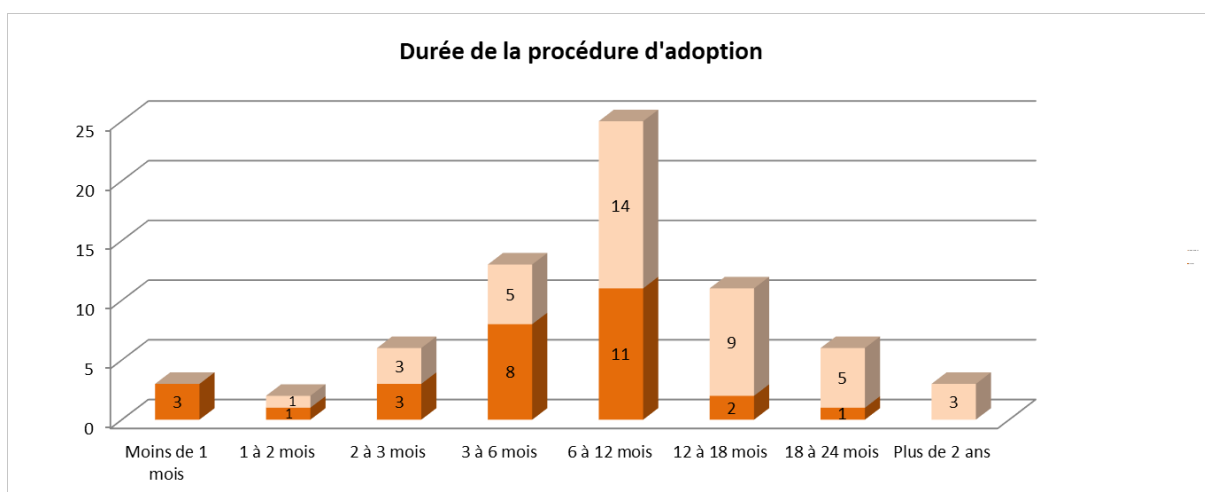
<sup>26</sup> Voir annexe VIII.

<sup>27</sup> Dont aucun projet de loi autorisant l'approbation de traité ou de convention.

<sup>28</sup> Sont prises en compte les lois adoptées sous la précédente session mais dont la promulgation est intervenue sur la session 2021-2022.

### 3.1.6. Délai entre le dépôt et l'adoption définitive

		Moins de 1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Total
<b>PROJETS</b>	Déposés à l'AN	3	1	3	5	8	1	1	-	22
	Déposés au Sénat	-	-	-	3	3	1	-	-	7
<b>Durée de la procédure d'adoption des projets de loi</b>		<b>3</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>29</b>
<b>PROPOSITIONS</b>	Déposés à l'AN	-	1	1	4	12	6	4	1	29
	Déposés au Sénat	-	-	2	1	2	3	1	2	11
<b>Durée de la procédure d'adoption des propositions de loi</b>		<b>-</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>14</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>40</b>



		Durée moyenne
<b>PROJETS</b>	Déposés à l'Assemblée nationale	170 jours
	Déposés au Sénat	237 jours
<b>Durée moyenne de la procédure d'adoption d'un projet de loi</b>		<b>186 jours</b>
<b>PROPOSITIONS</b>	Déposées à l'Assemblée nationale	337 jours
	Déposées au Sénat	422 jours
<b>Durée moyenne de la procédure d'adoption d'une proposition de loi</b>		<b>360 jours</b>

## 3.2. Propositions de résolution <sup>(29)</sup>

	LaREM	LR	Dem	SOC	Agir ens	UDI-I	FI	LT	GDR	NI	Total
<b>Modification du Règlement de l'Assemblée nationale</b>											
déposées	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2
retirées	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Création de commission d'enquête</b>											
déposées	1	2	1	-	-	-	4	1	-	4	13
retirées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Art. 34-1 C.</b>											
déposées	10	23	12	3	4	6	7	5	8	4	82
retirées	2	-	2	-	-	1	2	-	2	-	9
rejetées	-	-	-	-	-	1	-	1	2	-	4
adoptées	3	2	6	1	3	-	1	-	-	-	16
<b>Résolutions européennes</b>											
déposées	6 <sup>(30)</sup>	3 <sup>(32)</sup>	1	2 <sup>(33)</sup>	-	1	-	-	2 <sup>(34)</sup>	-	15
- par un rapporteur de la commission des affaires européennes	3 <sup>(30)</sup>	-	-	1 <sup>(33)</sup>	-	-	-	-	1	-	5
- par un député	3	3	1	1	-	1	-	-	1 <sup>(34)</sup>	-	10
retirées	1 <sup>(30)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
rejetées	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
considérées comme adoptées	4 <sup>(31)</sup>	2	-	1 <sup>(33)</sup>	-	-	-	-	1 <sup>(34)</sup>	-	8
adoptées	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
<b>Suspensions de détention ou de poursuites</b>											
déposées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Mises en accusation devant la Haute Cour (art. 68)</b>											
déposées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

<sup>29</sup> Les propositions de résolution adoptées sur la période correspondante sont les textes adoptés entre le 1er octobre 2021 et le 21 juin 2022, qu'ils aient été déposés durant cette même session ou antérieurement.

<sup>30</sup> Dont 1 commune aux groupes La République en Marche et Socialistes et apparentés et 1 commune aux groupes La République en Marche et Les Républicains.

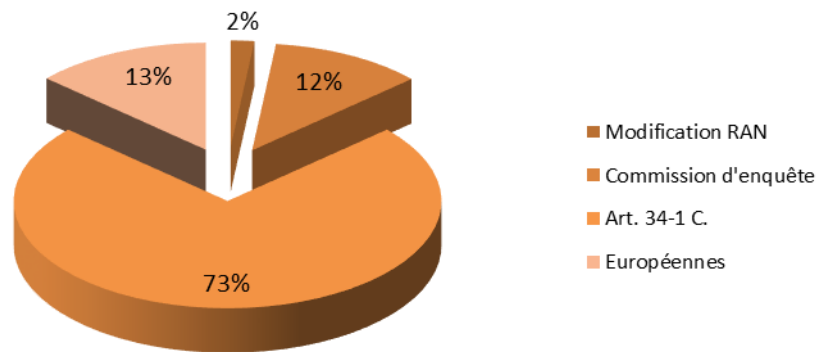
<sup>31</sup> Dont 1 commune aux groupes La République en Marche et Les Républicains.

<sup>32</sup> Dont 1 commune aux groupes Les Républicains et Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés

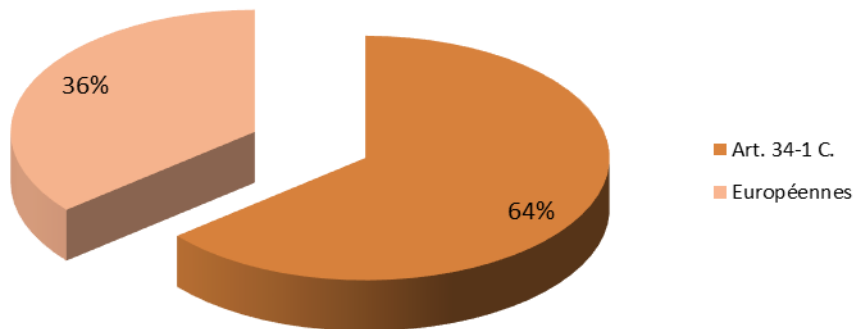
<sup>33</sup> Dont 1 commune aux groupes Socialistes et apparentés et La République en Marche.

<sup>34</sup> Dont 1 commune aux groupes Gauche démocrate et républicaine et La République en Marche.

## Types de résolutions déposées



## Types de résolutions adoptées





# 4.

## ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

## 4. Éléments de procédure

### *4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour*

*4.1.1. Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C.*

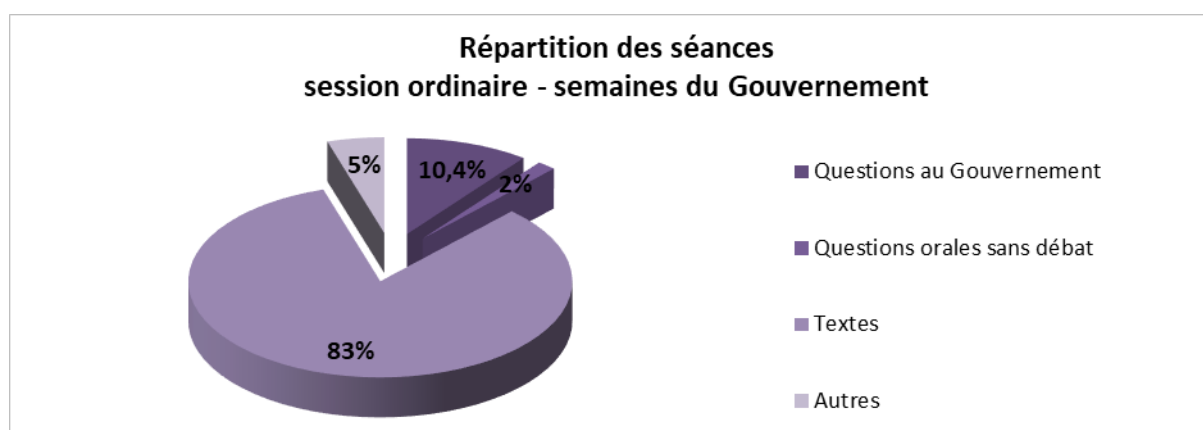
Il n'y a pas eu de session extraordinaire sur la période couverte par ce bulletin statistique.

#### 4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3 C. <sup>(35)</sup>

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
107 <sup>(36)</sup>	404 h 25 <sup>(37)</sup>

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	-
Déclarations	1 <sup>(38)</sup>
Questions	15
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Questions au Gouvernement</li> <li>• Questions orales sans débat</li> <li>• Questions sur une thématique ministérielle</li> </ul>	13 2 -
Examen des textes	104
Autres <sup>(39)</sup>	6



### TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	38
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dont conventions</li> </ul>	14
Nombre de propositions de loi	31
Nombre de propositions de résolution	-
<b>TOTAL Textes examinés</b>	<b>69</b>

<sup>35</sup> Y compris semaines réservées à l'examen des PLF et PLFSS. Voir annexe X : calendrier de la session ordinaire 2021-2022.

<sup>36</sup> Dont 53 séances d'examen budgétaire (PLF, PLFSS, PLFR et votes solennels associés).

<sup>37</sup> Dont 182 h 35 d'examen budgétaire.

<sup>38</sup> Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, en application de l'art. 50-1 C., relative à la présidence française du Conseil de l'Union européenne (15 décembre 2021).

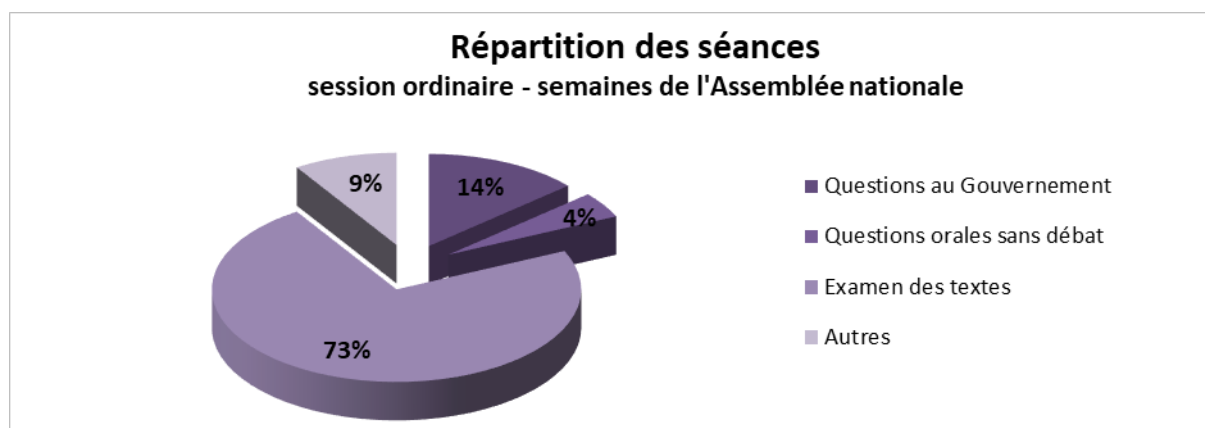
<sup>39</sup> Éloges funèbres, hommages et élection de juges suppléants à la Cour de justice de la République.

### 4.1.3. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art. 48, al. 1 C. <sup>(40)</sup> <sup>(41)</sup>

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
<b>20</b>	<b>67 h</b>

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	-
Déclarations	2 <sup>(42)</sup>
Questions	4
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Questions au Gouvernement</li> <li>• Questions orales sans débat</li> <li>• Questions sur une thématique ministérielle</li> </ul>	3 1 -
Examen des textes	16
Autres	2 <sup>(43)</sup>



## TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	<b>2</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dont conventions</li> </ul>	-
Nombre de propositions de loi	<b>16</b>
Nombre de propositions de résolution	<b>8</b>
<b>TOTAL Textes examinés</b>	<b>26</b>

<sup>40</sup> Voir annexe IX.

<sup>41</sup> Voir annexe X.

<sup>42</sup> Déclarations du Gouvernement, suivies d'un débat, en application de l'article 50-1 C, relatives à l'engagement de la France au Sahel (22 février 2022) et à l'évolution de la situation sanitaire (24 février 2022).

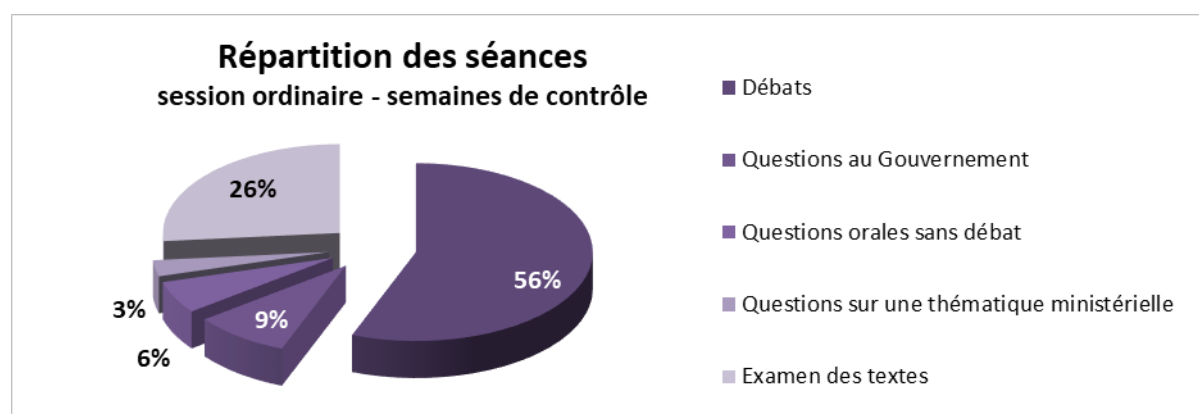
<sup>43</sup> Prise de parole de chaque groupe sur la situation en Ukraine (24 février 2022) et message du Président de la République, en application de l'article 18 C, face à l'évolution de la situation en Ukraine (25 février 2022).

4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art. 48, al. 4 C. <sup>(44)</sup> <sup>(45)</sup>

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
20	80 h 35

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	11
Déclarations	-
Questions	6
• Questions au Gouvernement	3
• Questions orales sans débat	2
• Questions sur une thématique ministérielle	1
Examen des textes	9



## TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	4
• Dont conventions	-
Nombre de propositions de loi	-
Nombre de propositions de résolution	-
<b>TOTAL Textes examinés</b>	<b>4</b>

<sup>44</sup> Voir annexe IX.

<sup>45</sup> Voir annexe X.

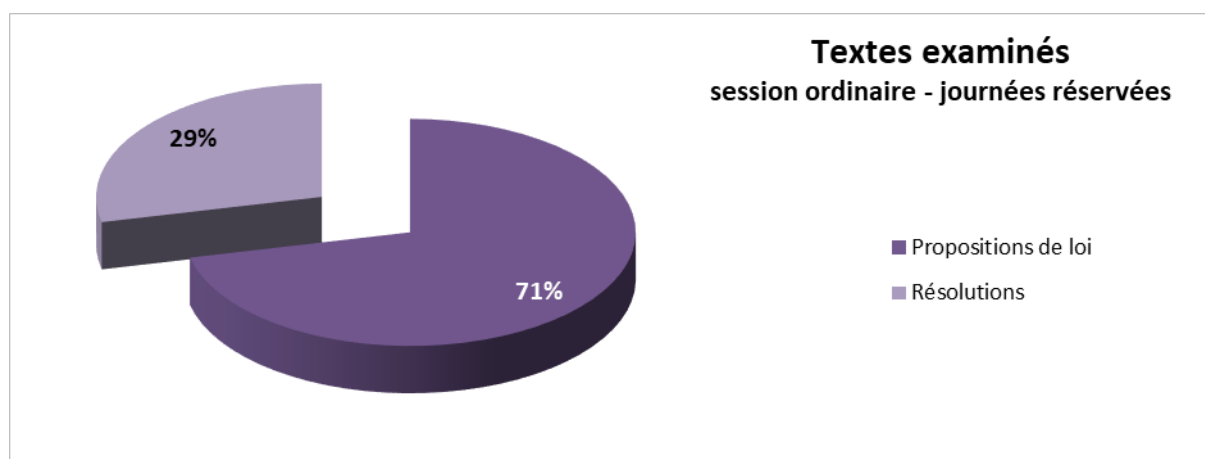
4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'art. 48, al. 5 C. <sup>(46)(47)</sup>

<b>Nombre de séances</b>	<b>Nombre d'heures de séance</b>
<b>19</b>	<b>70 h 20</b>

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	-
Déclarations	-
Questions	-
• Questions au Gouvernement	-
• Questions orales sans débat	-
• Questions sur une thématique ministérielle	-
Examen des textes	19

### TEXTES EXAMINÉS

<b>Nombre de projets de loi</b>	-
• Dont conventions	-
<b>Nombre de propositions de loi</b>	<b>35</b> <sup>(48)</sup>
<b>Nombre de propositions de résolution</b>	<b>14</b> <sup>(49)</sup>
<b>TOTAL Textes examinés</b>	<b>49</b>



<sup>46</sup> Voir annexe IX.

<sup>47</sup> Voir annexe X.

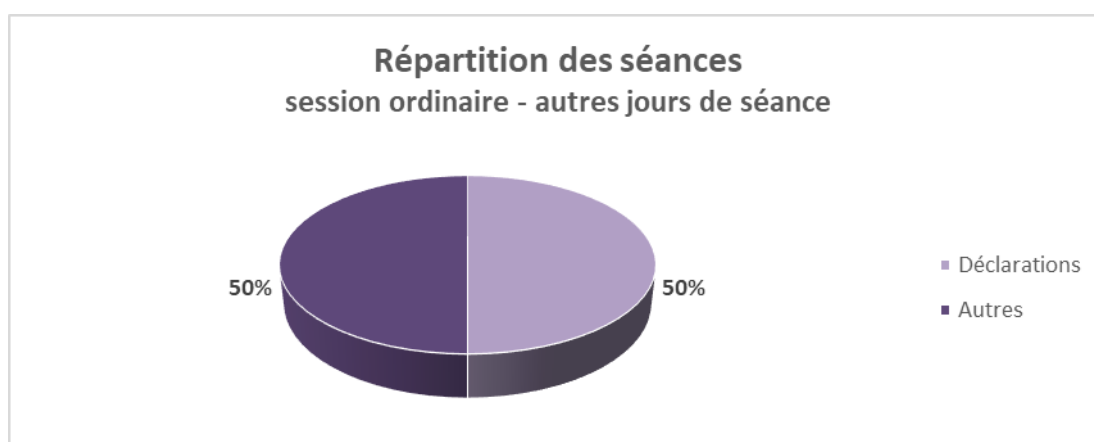
<sup>48</sup> Dont 15 propositions de loi rejetées, 16 adoptées et 4 examens inachevés.

<sup>49</sup> Dont 13 propositions de résolution sur le fondement de l'art. 34-1 C. (9 adoptées, 4 rejetées) et une proposition de résolution européenne (rejetée).

#### 4.1.6 Session ordinaire – Autres jours de séance

<b>Nombre de séances</b>	<b>Nombre d'heures de séance</b>
<b>2</b>	<b>4 h</b>

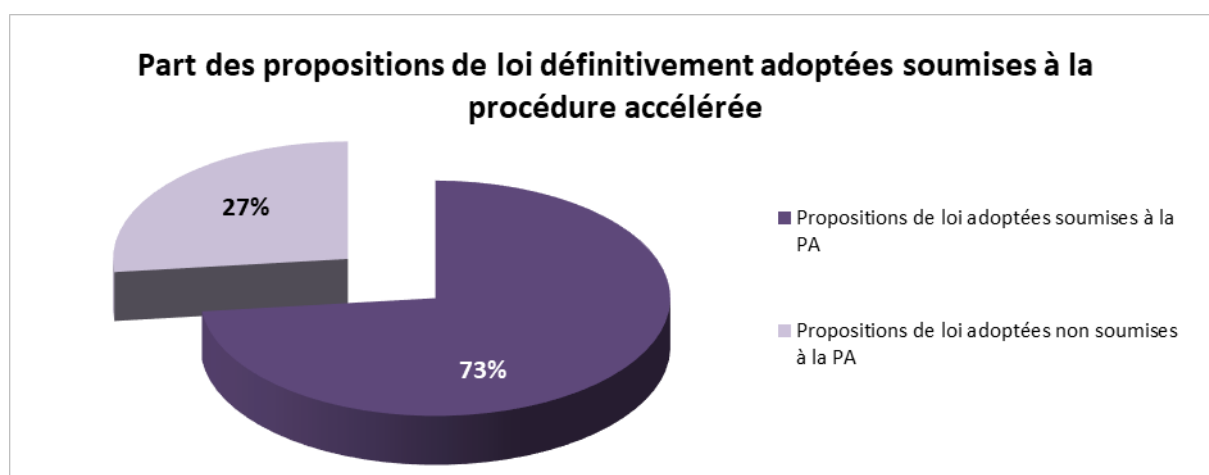
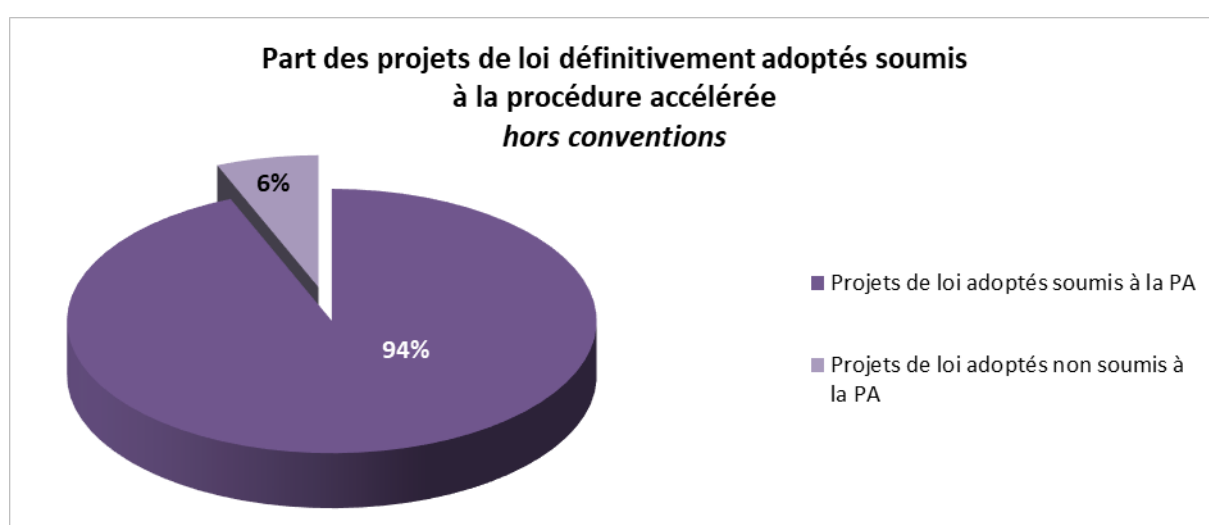
<b>Répartition des séances</b>	<b>Nombre de séances</b>
Déclarations	1
Autres	1



## 4.2. Procédures accélérées <sup>(50)</sup>

<b>Engagées sur projets de loi</b>	<b>11</b>
• <i>Dont conventions</i>	3
<b>Engagées sur propositions de loi</b>	<b>10</b>
<b>TOTAL</b>	<b>21</b>

<b>Projets de loi définitivement adoptés au cours de la session ayant été soumis à la procédure accélérée <sup>(51)</sup></b>	<b>19</b>
<i>Dont conventions</i>	4
<b>Propositions de loi définitivement adoptées au cours de la session ayant été soumises à la procédure accélérée</b>	<b>26</b>
<b>Pourcentage des textes définitivement adoptés soumis à la procédure accélérée <i>hors conventions</i></b>	<b>73 %</b> <i>(52)</i>



<sup>50</sup> Voir annexe XI

<sup>51</sup> Dont textes budgétaires.

<sup>52</sup> 65 % des textes définitivement adoptés ont été soumis à la procédure accélérée en tenant compte des conventions.



## 4.3. Procédures d'examen simplifiées

(art. 103 R.)<sup>(53)</sup>

Textes ayant fait l'objet d'une demande	25
Oppositions	7
<b>Textes adoptés dans le cadre de cette procédure</b> <i>(54)(55)</i>	<b>18</b>

## 4.4. Procédures de législation en commission

(art. 107-1 R.)

Textes ayant fait l'objet d'une demande	4 <sup>(56)</sup>	
Oppositions	2 <sup>(57)</sup>	
Étendue de la demande	<b>Partielle</b>	<b>Intégrale</b>
	-	2
<b>Textes adoptés dans le cadre de cette procédure</b> <i>(54)(55)</i>	<b>2</b>	

## 4.5. Temps législatif programmé (art. 49-5 R.)

### 4.5.1. Temps global alloué

Projets de loi pour lesquels la Conférence des présidents a fixé une durée maximale d'examen	<b>1</b> <sup>(58)</sup>
<b>Temps alloué</b>	<b>40 h</b>

Groupes	Répartition
La République en Marche	19 %
Les Républicains	20 %
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	8 %
Socialistes et apparentés	10 %
Agir ensemble	6 %
UDI et Indépendants	9 %
Libertés et Territoires	9 %
La France insoumise	9 %
Gauche démocrate et républicaine	9 %
Non inscrits	2 %

<sup>53</sup> Voir annexe XII.

<sup>54</sup> Il s'agit d'adoptions simples et non pas définitives.

<sup>55</sup> Projets et propositions.

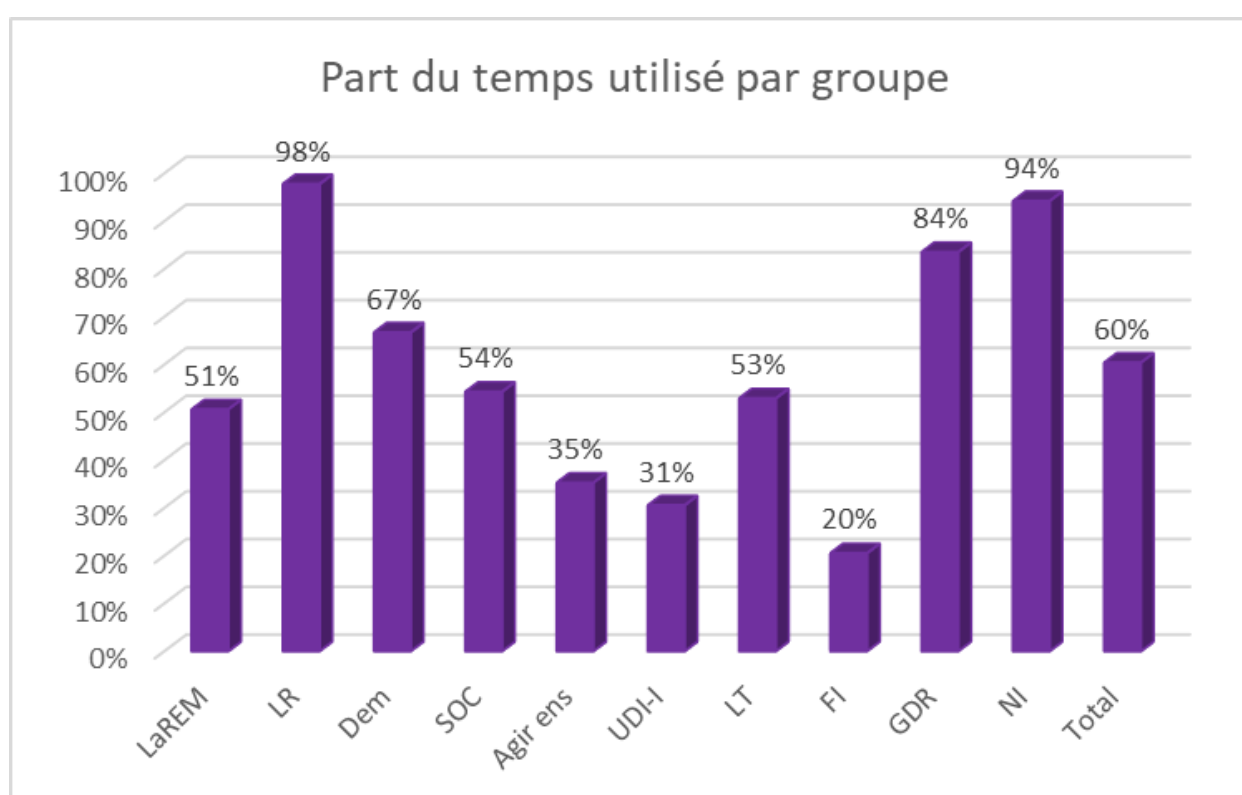
<sup>56</sup> Voir annexe XIII

<sup>57</sup> Oppositions sur la totalité du texte.

<sup>58</sup> Voir annexe XIV.

#### 4.5.2. Part du temps utilisé par groupe <sup>(59)</sup>

Groupes	Temps de parole utilisé
La République en Marche	51 %
Les Républicains	98 %
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	67 %
Socialistes et apparentés	54 %
Agir ensemble	35 %
UDI et Indépendants	31 %
Libertés et Territoires	62 %
La France insoumise	20 %
Gauche démocrate et républicaine	84 %
Non inscrits	94 %
<b>Moyenne du temps utilisé par les groupes</b>	<b>61 %</b>



<sup>59</sup> Hors temps supplémentaires, temps accordés aux présidents de groupes et temps accordés aux référents.

## 4.6. Motions de procédure (art. 91 R., 122 R.)

	Examinées en séance		Adoptées
	Mises aux voix	Dont par scrutin public	
Rejet préalable	22	9	-
Motion référendaire	-	-	-
Demande d'ajournement	-	-	-

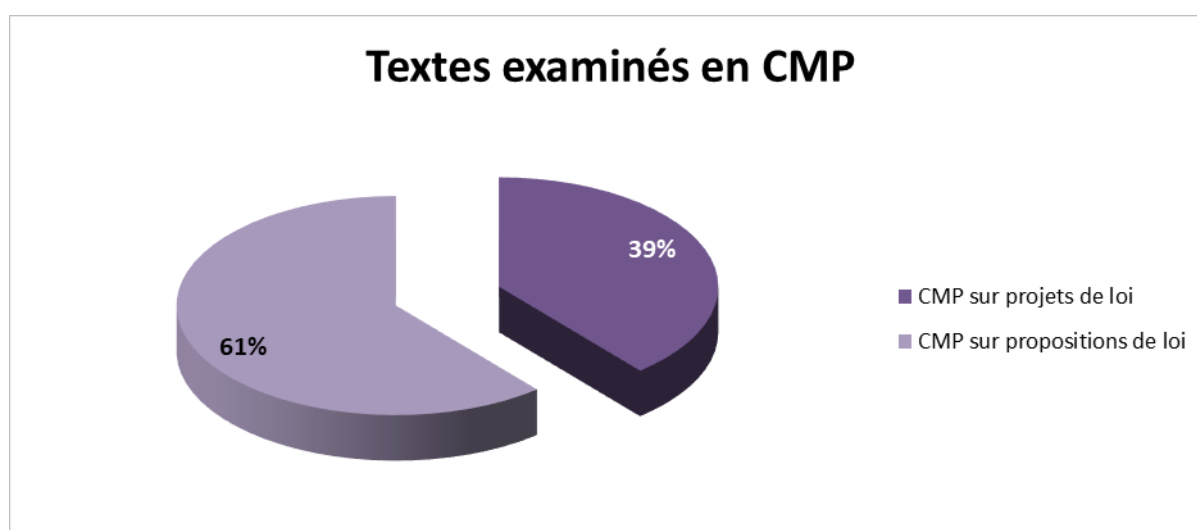
## 4.7. Secondes délibérations

Demandes :	
• du Gouvernement	2
• d'une commission	-
• d'un député	-

## 4.8. Commissions mixtes paritaires<sup>(60)</sup>

### 4.8.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire

	Projets	Propositions	TOTAL
<b>Après première lecture</b> <i>(procédure accélérée, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale)</i>	<b>14</b>	<b>20</b>	<b>34</b>
<b>Après deuxième lecture</b>	-	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Après lectures suivantes</b>	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>14</b>	<b>22</b>	<b>36</b>

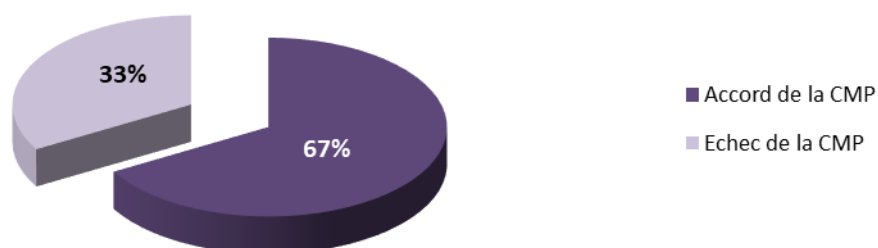


<sup>60</sup> Voir annexe XV.

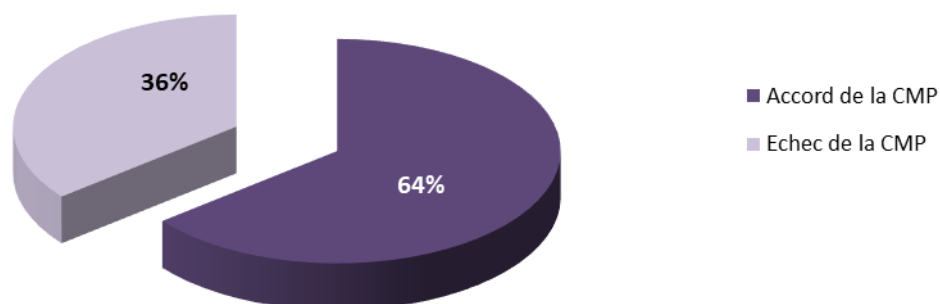
#### 4.8.2. Issue des commissions mixtes paritaires

	Projets	Propositions	Total
Accord	9	15	24
Échec	5	7	12
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>22</b>	<b>36</b>

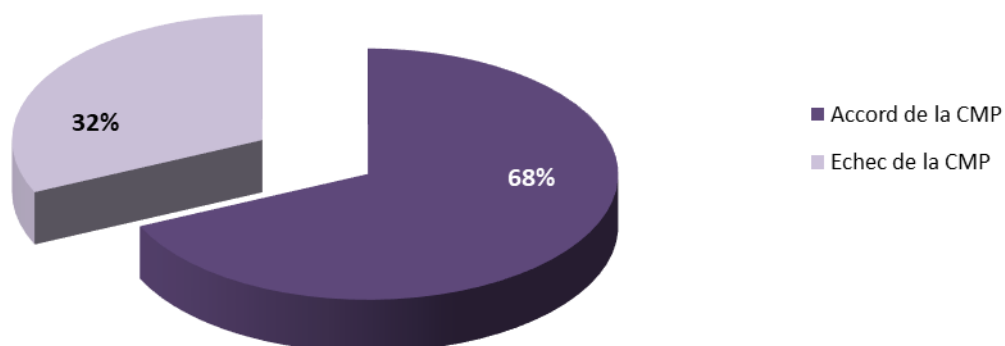
#### Issue des commissions mixtes paritaires



#### Issue des commissions mixtes paritaires sur projets de loi



#### Issue des commissions mixtes paritaires sur propositions de loi



#### 4.8.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure

	Projets	Propositions	Total
Adoption conforme sur le texte CMP	<b>9</b>	<b>15</b>	<b>24</b>
• <i>Avec amendements</i>	4	8	12
• <i>Sans amendement</i>	5	7	12
Textes restant en instance au 21 juin 2022	-	-	-
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>15</b>	<b>24</b>

#### 4.8.4. Échec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure

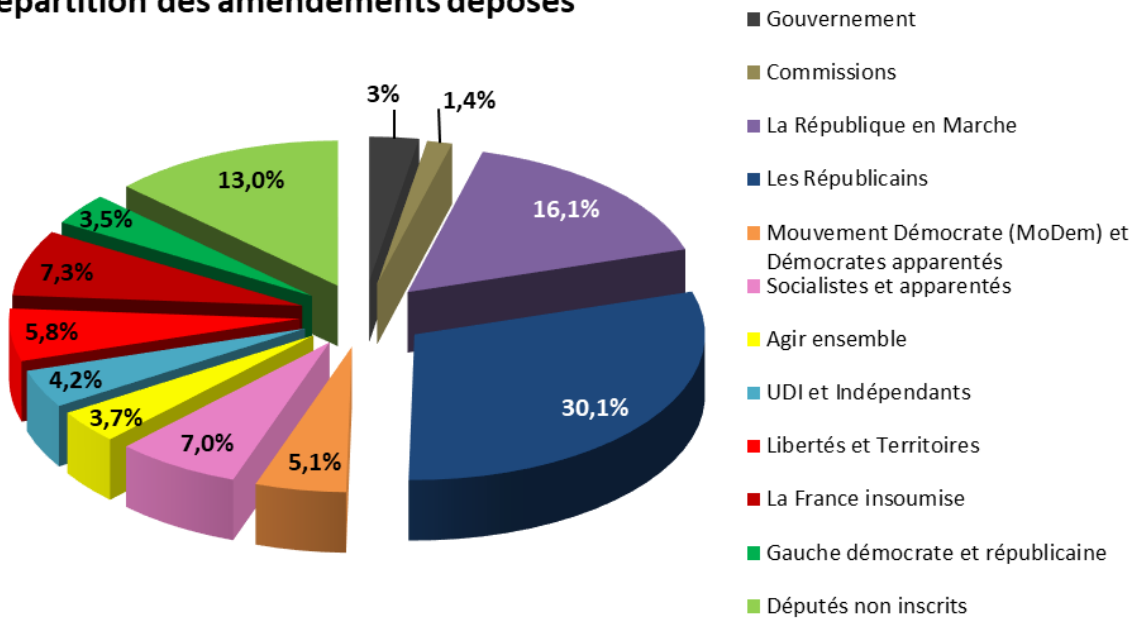
	Projets	Propositions	Total
Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	-	2	<b>2</b>
Adoption en lecture définitive			
• <i>Dernier texte de l'AN avec amendements</i>	-	1	<b>1</b>
• <i>Dernier texte de l'AN sans amendement</i>	5	4	<b>9</b>
Textes restant en instance au 21 juin 2022	-	-	-
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>12</b>

## 4.9. Amendements

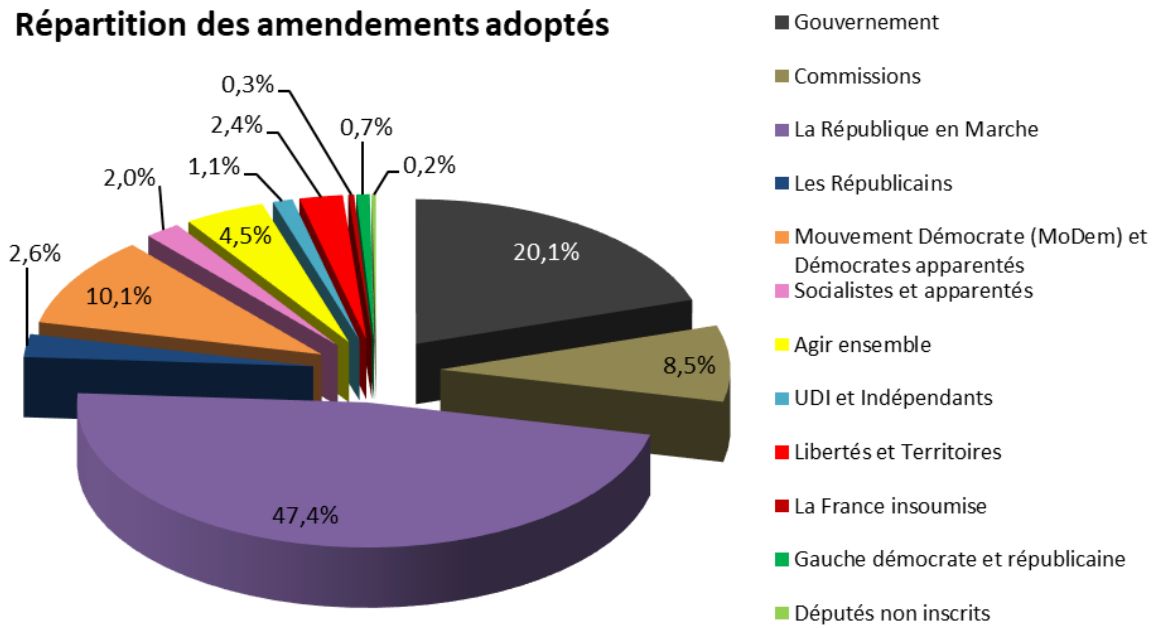
### 4.9.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique

Amendements transmis à la Présidence		Déposés	Irrecevables au titre de l'art. 40 C.	Recevables au titre de l'art. 40 C.	Retirés avant discussion et autres irrecevabilités	Adoptés	% amendements adoptés / amendements déposés
<b>Gouvernement</b>		494	-	494	52	432	<b>87 %</b>
<b>Commissions</b>		250	1	249	21	183	<b>73 %</b>
<b>Députés (auteur ou premier signataire)</b>	La République en Marche	2 874	403	2 471	889	1 021	<b>36 %</b>
	Les Républicains	5 381	1 143	4 238	1 133	55	<b>1 %</b>
	Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	904	88	816	180	217	<b>24 %</b>
	Socialistes et apparentés	1 244	154	1 090	304	43	<b>3 %</b>
	Agir ensemble	667	128	539	205	97	<b>15 %</b>
	UDI et Indépendants	758	153	605	240	24	<b>3 %</b>
	Libertés et Territoires	1 044	158	886	238	52	<b>5 %</b>
	La France insoumise	1 311	193	1 118	219	7	<b>1 %</b>
	Gauche démocrate et républicaine	632	84	548	105	16	<b>3 %</b>
	Non inscrits	2 325	297	2 028	415	5	<b>0,2 %</b>
<b>Total</b>		<b>17 884</b>	<b>2 802</b>	<b>15 082</b>	<b>4 001</b>	<b>2 152</b>	<b>12 %</b>

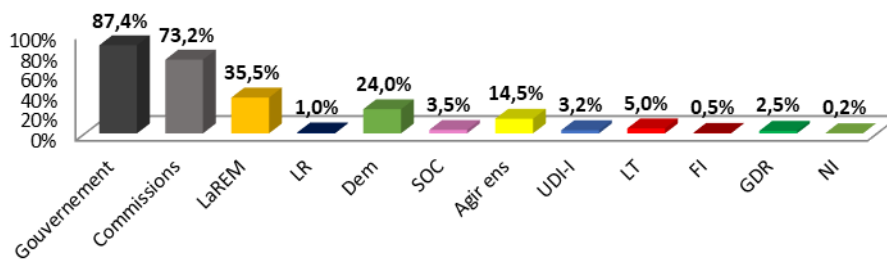
### Répartition des amendements déposés



### Répartition des amendements adoptés

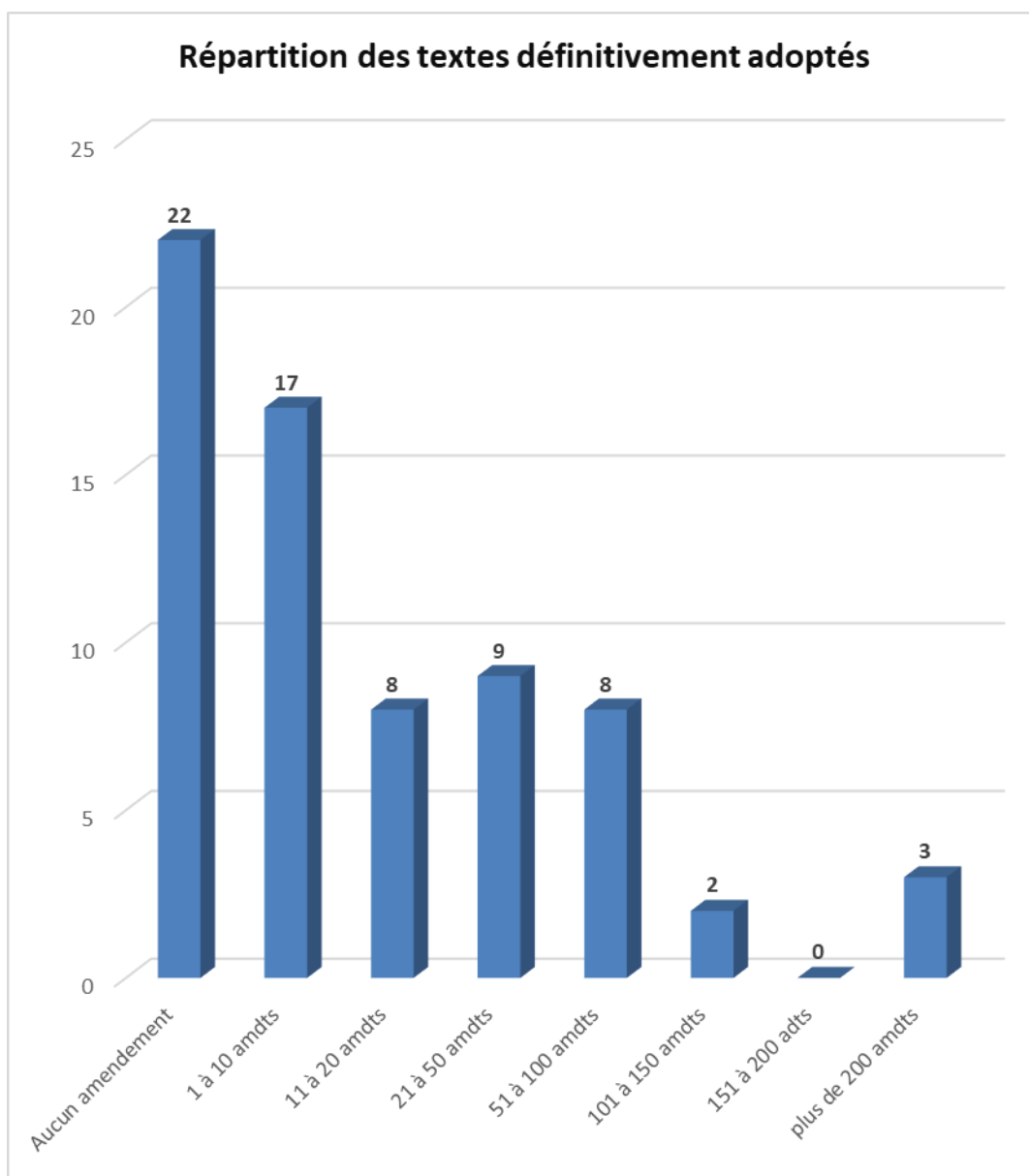


### Part des amendements adoptés parmi ceux déposés



#### 4.9.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance

Nombre d'amendements adoptés (61)	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200	Total
Nombre de textes définitifs	22 (62)	17	8	9	8	2	-	3	<b>69</b>



<sup>61</sup> Ces données concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

<sup>62</sup> Dont 13 conventions internationales.



4.9.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session <sup>(63)(64)(65)</sup>

Commission	Nature	Nombre de textes	Commission		Séance	
			Déposés	Adoptés	Déposés	Adoptés
Affaires culturelles	Projets	1	13	13	4	-
	Propositions	8	970	286	1 304	198
Affaires économiques	Projets	1	235	31	278	24
	Propositions	7	954	212	1 303	181
Affaires étrangères	Projets	13	-	-	-	-
	Propositions	1	1	-	-	-
Affaires sociales	Projets	2	513	83	1 250	97
	Propositions	6	1 391	364	1 781	290
Défense	Projets	1	40	25	145	14
	Propositions	1	2	2	1	-
Développement durable	Projets	1	36	30	36	19
	Propositions	2	303	70	372	60
Finances	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	1	69	23	94	14
Lois	Projets	6	3 378	952	7 120	667
	Propositions	10	1 578	364	2 066	275
Spéciales <sup>(66)</sup>	Projets	1	133	34	246	52
	Propositions	4	269	111	274	77

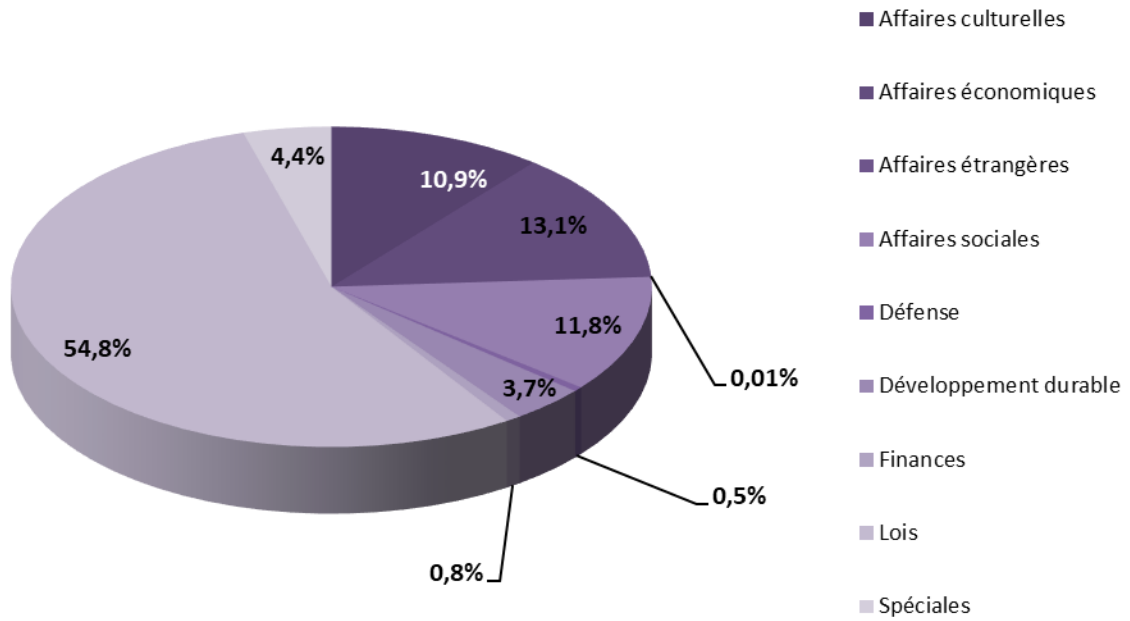
<sup>63</sup> Voir aussi annexe VIII.

<sup>64</sup> Ces données concernent les amendements adoptés en commission et en séance publique à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

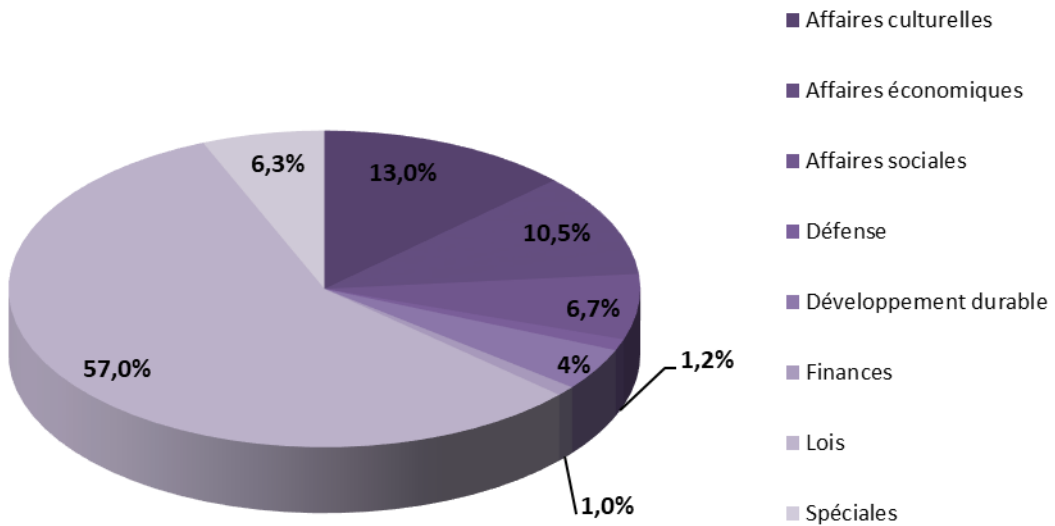
<sup>65</sup> Ces chiffres n'incluent pas les projets de loi de finances, les projets de loi de financement de la sécurité sociale et les projets de révision constitutionnelle qui, en application de l'art. 42, al. 2 C., sont examinés en première lecture sur le texte présenté par le Gouvernement.

<sup>66</sup> Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques et la proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques ainsi que la proposition de loi organique et la proposition de loi relatives aux lois de financement de la sécurité sociale et commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, en faveur de l'activité professionnelle indépendante.

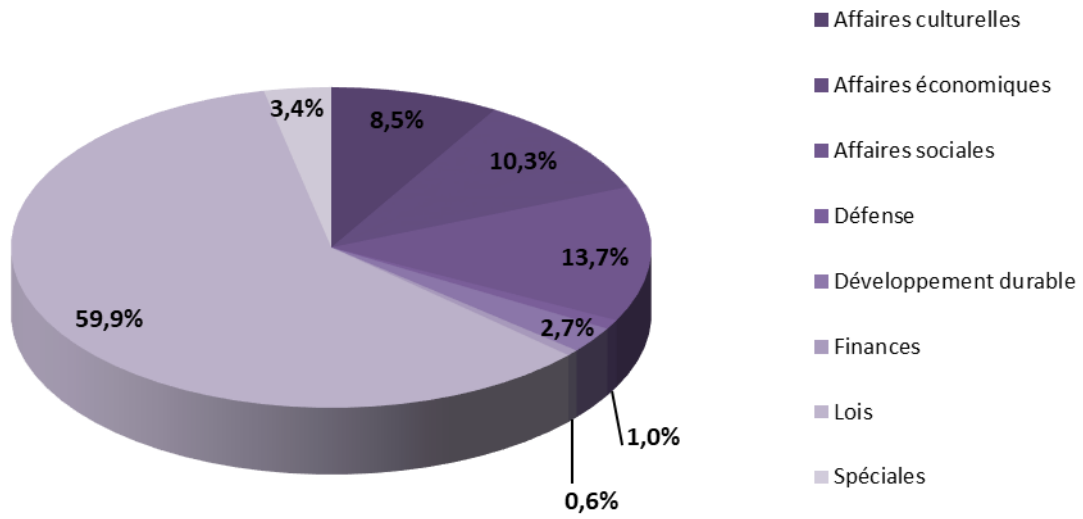
### Répartition des amendements déposés en commission



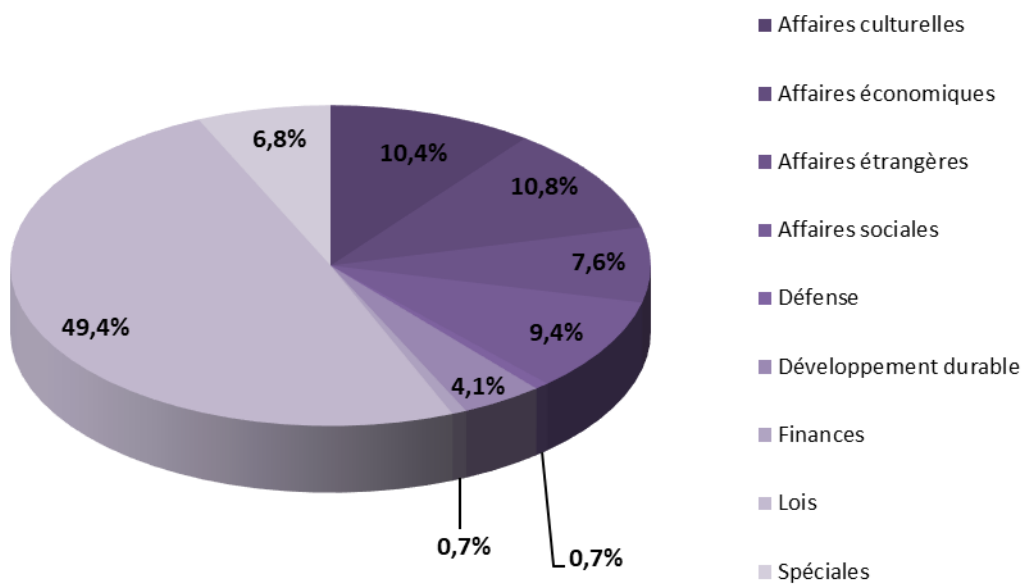
### Répartition des amendements adoptés en commission



### Répartition des amendements déposés en séance



### Répartition des amendements adoptés en séance



## 4.10. Votes bloqués

- Nombre de demandes	-
----------------------	---

## 4.11. Scrutins publics

- <b>Solennels</b> <i>(décidés en Conférence des présidents en application de l'art. 65-1 R.)<sup>(67)</sup></i>	4
- Sur la <b>prolongation d'une intervention des forces armées</b> <i>(en application de l'art. 35 C.)</i>	-
- Sur des <b>motions de procédure</b>	12
- Sur le <b>passage à la discussion des articles</b>	-
- Sur une demande de <b>constitution de commission spéciale</b>	-
- Sur des <b>propositions de modification de l'ordre du jour</b>	-
- Sur une demande de <b>suspension de séance</b>	-
- <b>Scrutins ordinaires sur des textes</b>	425
<b>Total</b>	<b>442</b>

- <b>Scrutins secrets</b>	1
• <i>à la tribune</i>	-
• <i>dans les salles voisines de la salle des séances</i>	1
- <b>Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances</b> <sup>(67)</sup>	-
• <i>à l'Assemblée nationale</i>	-
• <i>au Congrès du Parlement</i>	-
- <b>Vérifications du quorum</b>	-

## 4.12. Incidents de séance

- Rappels au Règlement	50
- Faits personnels	7
- Rappels à l'ordre	-

## 4.13. Décisions du Conseil constitutionnel<sup>(68)</sup>

- Application de l'art. 37, al. 2 C.	3
- Application de l'art. 39 C.	-
- Application de l'art. 41 C.	-
- Application de l'art. 54 C.	-
- Application de l'art. 59 C.	7
- Application de l'art. 61, al. premier C.	5
<i>dont lois organiques</i>	5
<i>dont règlements des assemblées</i>	-
- Application de l'art. 61, al. 2 C.	9
- Application des art. 74 et 74-1 C.	-
- Application de l'art. 11 C.	-
- Application de l'art. LO 136 du code électoral	1

<sup>67</sup> Voir annexe XVI.

<sup>68</sup> Voir annexe XVII.

# 5.

## DÉCLARATIONS ET DÉBATS

## 5. Déclarations et débats <sup>(69)</sup>

<b>Tenus à la demande du Gouvernement</b> <i>- dont suivis d'un vote</i>	5 -
<b>Tenus à la demande des commissions</b>	-
<b>Tenus à la demande d'un groupe politique</b>	17
<b>Tenus à la demande conjointe d'un groupe et d'une commission</b>	-
<b>Tenus à la demande de la Conférence des présidents</b>	1

<sup>69</sup> Voir annexe XVIII. Voir aussi, en rubrique 6.1, la liste des engagements de responsabilité.

# 6.

## ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

## 6. Engagements de responsabilité et censure <sup>(70)</sup>

### 6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'art. 49, al. premier C.	-
<i>sur son programme</i>	-
<i>sur une déclaration de politique générale</i>	-
Application de l'art. 49, al. 3 C.	-

### 6.2. Motions de censure

En application de l'art. 49, al. 2 C.	-
En application de l'art. 49, al. 3 C.	-

---

<sup>70</sup> Voir annexe XIX.



# 7.

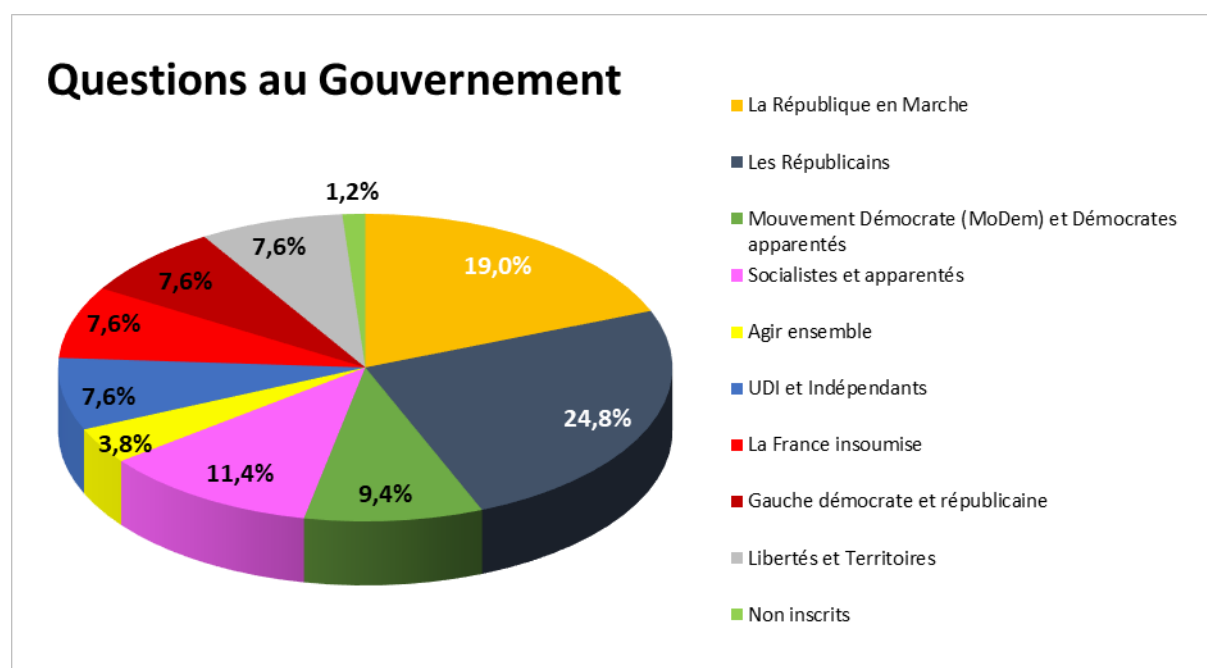
## QUESTIONS

## 7. Questions <sup>(71)</sup>

### 7.1. Questions orales

#### 7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement (19 séances)

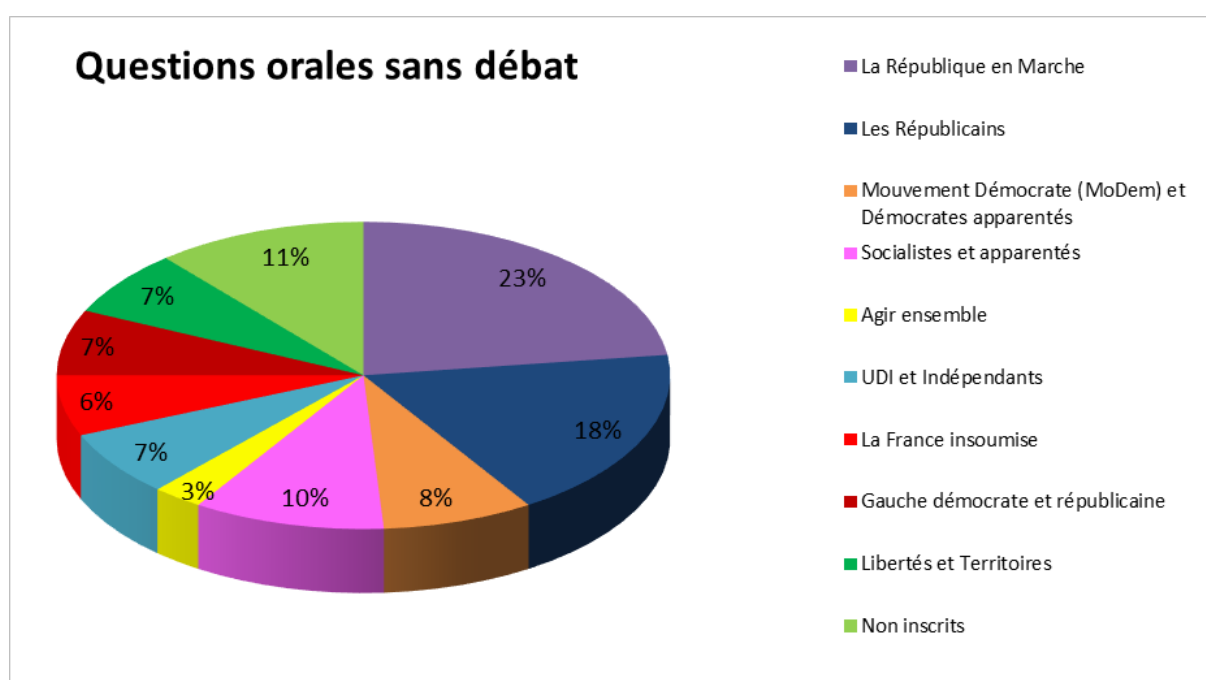
Groupes	Nombre de questions posées
La République en Marche	95
Les Républicains	124
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	47
Socialistes et apparentés	57
Agir ensemble	19
UDI et Indépendants	38
Libertés et Territoires	38
La France insoumise	38
Gauche démocrate et républicaine	38
Non inscrits	6
<b>Total</b>	<b>500</b>



<sup>71</sup> Voir annexes XX et XXI.

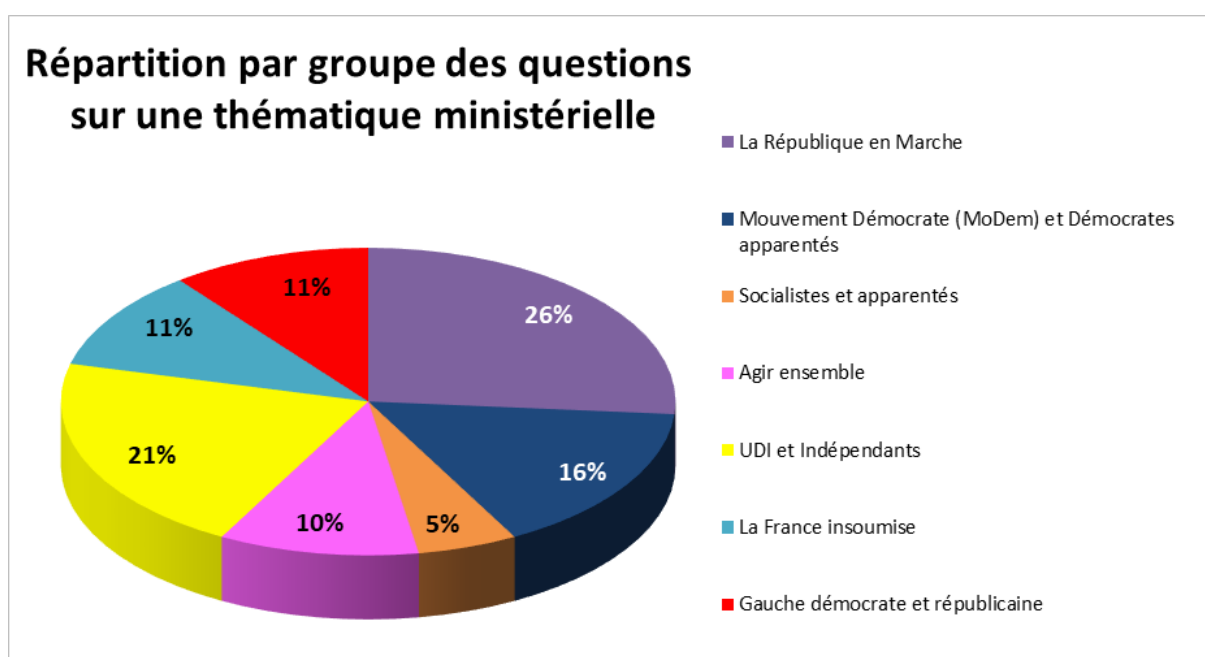
### 7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat (5 séances)

Groupes	Nombre de questions posées
La République en Marche	43
Les Républicains	34
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	15
Socialistes et apparentés	19
Agir ensemble	5
UDI et Indépendants	13
Libertés et Territoires	13
La France insoumise	12
Gauche démocrate et républicaine	13
Non inscrits	21
<b>Total</b>	<b>188</b>



### 7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle (1 séance)<sup>(72)</sup>

Groupes	Nombre de questions posées
La République en Marche	5
Les Républicains	-
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	3
Socialistes et apparentés	1
Agir ensemble	2
UDI et Indépendants	4
Libertés et Territoires	-
La France insoumise	2
Gauche démocrate et républicaine	2
Non inscrits	-
<b>Total</b>	<b>19</b>



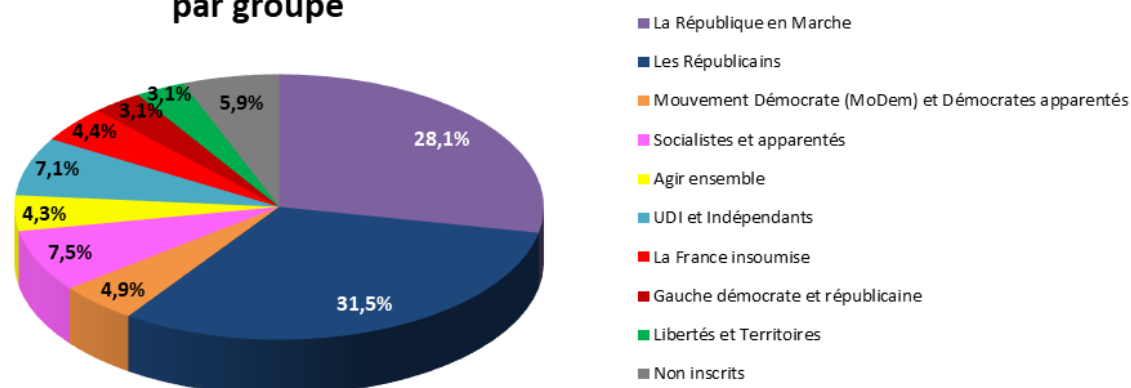
<sup>72</sup> Voir annexe XX

## 7.2. Questions écrites

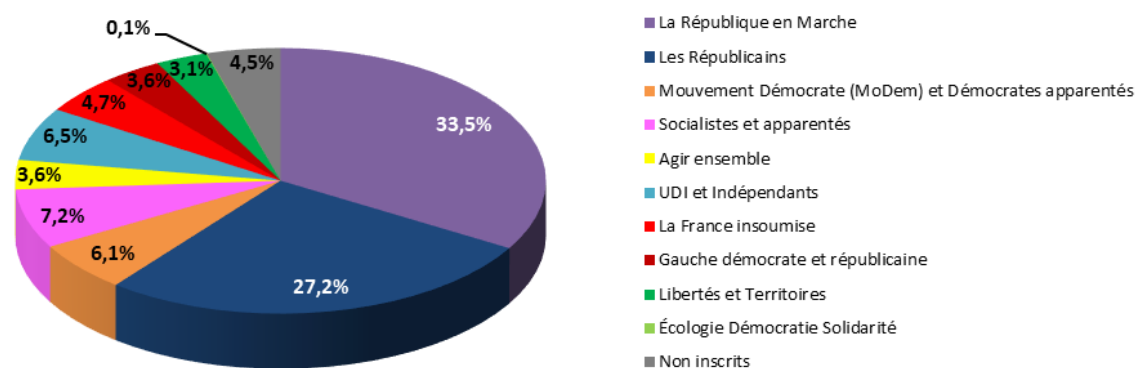
### 7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses <sup>(73)</sup>

Groupes	Nombre de questions <sup>(74)</sup>	Nombre de réponses
La République en Marche	1 178	1 279
Les Républicains	1 319	1 038
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	204	232
Socialistes et apparentés	316	276
Agir ensemble	182	136
UDI et Indépendants	298	248
Libertés et Territoires	128	120
La France insoumise	185	179
Gauche démocrate et républicaine	129	138
Écologie Démocratie Solidarité	-	2
Non inscrits	248	172
<b>Total</b>	<b>4 187</b>	<b>3 820</b>

#### Répartition des questions écrites par groupe



#### Répartition des réponses obtenues par groupe



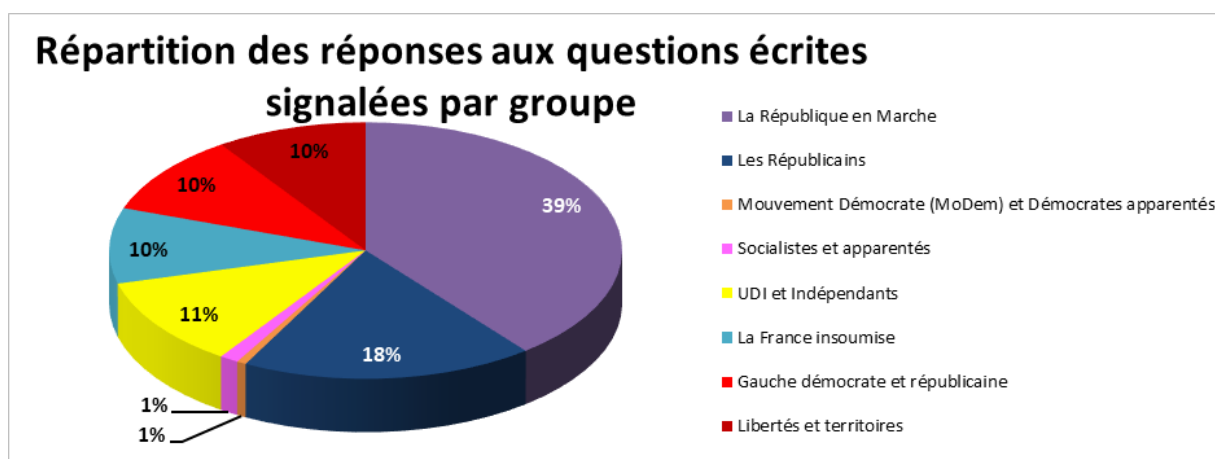
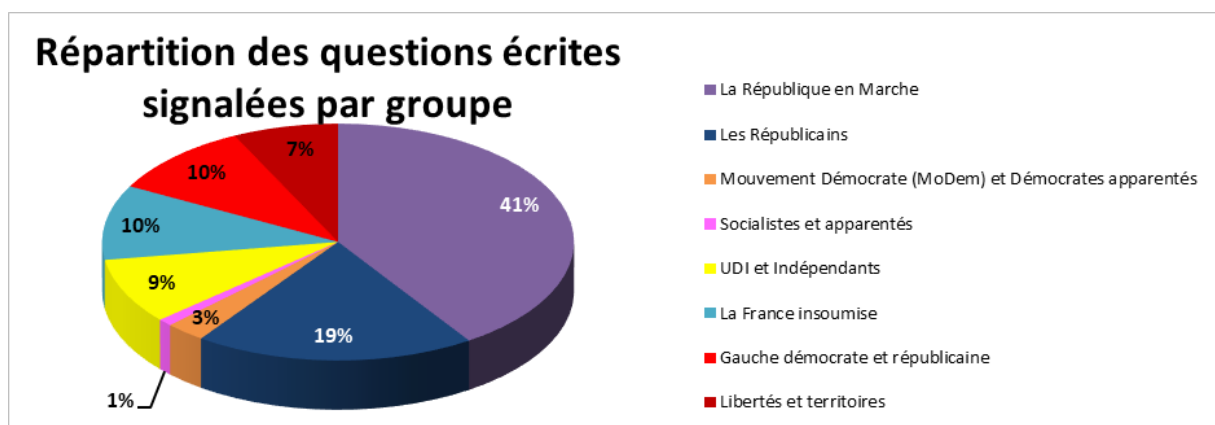
<sup>73</sup> Voir annexe XXI.

<sup>74</sup> La Conférence des présidents du mardi 21 septembre 2021 a fixé à 39 le nombre maximal de questions écrites pouvant être posées par chaque député pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 2021 au 21 juin 2022.

## 7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées (19 semaines)

(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et signalées à l'attention du Gouvernement qui est tenu d'apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours)

Groupes	Nombre de questions	Nombre de réponses
La République en Marche	163	66
Les Républicains	77	31
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	11	1
Socialistes et apparentés	4	2
Agir ensemble	-	-
UDI et Indépendants	36	19
Libertés et territoires	29	16
La France insoumise	41	16
Gauche démocrate et républicaine	40	17
Écologie Démocratie Solidarité	-	-
<b>Total</b>	<b>401</b>	<b>168</b>



# ANNEXES

# Annexe I

## Modifications à la composition de l'Assemblée nationale

Cause et conséquence	Député remplacé	Nouveau député	JOLD	Circonscription
Cessation de mandat le 30 septembre 2021 en raison de son élection au Sénat et remplacement par son suppléant	Mme Samantha Cazebonne	M. Stéphane Vojetta	02.10.2021 07.10.2021	Français établis hors de France (5 <sup>ème</sup> )
Décès le 7 janvier 2022 et remplacement par son suppléant	M. José Evrard	M. Emmanuel Blairy	11.01.2022	Pas-de-Calais (3 <sup>ème</sup> )
Annulation de l'élection par décision du Conseil constitutionnel du 28 janvier 2022	Mme Lamia El Aaraje	- (75)	29.01.2022	Paris (15 <sup>ème</sup> )
Démission et siège vacant	M. Bruno Bonnell	- (75)	30.01.2022	Rhône (6 <sup>ème</sup> )
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par son suppléant	Mme Frédérique Lardet	M. Jacques Rey	01.02.2022	Haute-Savoie (2 <sup>ème</sup> )
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par son suppléant	M. Laurent Garcia	Mme Pascale Cesar	01.02.2022	Meurthe-et-Moselle (2 <sup>ème</sup> )
Démission et siège vacant	M. Mickaël Nogal	- (75)	02.03.2022	Haute-Garonne (4 <sup>ème</sup> )
Fin des fonctions gouvernementales le 5 mars 2022	M. David Corceiro	Mme Nathalie Elimas	07.04.2022	Val-d'Oise (6 <sup>ème</sup> )
Fin des fonctions gouvernementales le 20 juin 2022	M. Sylvain Templier	Mme Bérangère Abba	22.06.2022	Haute-Marne (1 <sup>ère</sup> )
Fin des fonctions gouvernementales le 20 juin 2022	M. Fabien Lainé	Mme Geneviève Darrieussecq	22.06.2022	Landes (1 <sup>ère</sup> )
Fin des fonctions gouvernementales le 20 juin 2022	M. Pierre Venteau	M. Jean-Baptiste Djebbari	22.06.2022	Haute-Vienne (2 <sup>ème</sup> )
Fin des fonctions gouvernementales le 20 juin 2022	M. Luc Geismar	Mme Sarah El Haïry	22.06.2022	Loire-Atlantique (5 <sup>ème</sup> )
Fin des fonctions gouvernementales le 20 juin 2022	M. Stéphane Claireaux	Mme Annick Girardin	22.06.2022	Saint-Pierre-et-Miquelon (1 <sup>ère</sup> )
Fin des fonctions gouvernementales le 20 juin 2022	Mme Claire Bouchet	M. Joël Giraud	22.06.2022	Hautes-Alpes (2 <sup>ème</sup> )



Fin des fonctions gouvernementales le 20 juin 2022	Mme Florence Morlighem	M. Laurent Pietraszewski	22.06.2022	Nord (11 <sup>ème</sup> )
Fin des fonctions gouvernementales le 20 juin 2022	Mme Cécile Delpirou	Mme Barbara Pompili	22.06.2022	Somme (2 <sup>ème</sup> )
Fin des fonctions gouvernementales le 20 juin 2022	Mme Bénédicte Pételle	M. Adrien Taquet	22.06.2022	Hauts-de-Seine (2 <sup>ème</sup> )
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Damien Abad	M. Jean Deguerry	22.06.2022	Ain (5 <sup>ème</sup> )
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Stanislas Guerini	Mme Margaux Pech	22.06.2022	Paris (3 <sup>ème</sup> )
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Yaël Braun-Pivet	M. Damien Derelle	22.06.2022	Yvelines (5 <sup>ème</sup> )
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Justine Benin	Mme Ghylaine Jeanne	22.06.2022	Guadeloupe (2 <sup>ème</sup> )

10 sièges vacants au 21 juin 2022<sup>(75)</sup>

<sup>75</sup> Sièges vacants suite à l'impossibilité tirée de l'article L.O. 178 du code électoral de procéder à une élection partielle dans les douze mois qui précèdent l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale.

## Annexe II

### *Missions temporaires confiées par le Gouvernement*

Député concerné	Ministre concerné	Objet de la mission	Date de début de mission Date de fin de mission
M. Guillaume Gouffier-Cha	Ministre de la transition écologique Ministre de l'économie, des finances et de la relance Ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports Ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargée de l'industrie	Développement de la filière du vélo	06.10.2021 04.02.2022
Mme Aude Amadou	Ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports Ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports	Sport en entreprise	08.10.2021 06.04.2022
Mme Maud Petit	Ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports Ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports	Sport en entreprise	08.10.2021 06.04.2022

M. Jean-Marc Zulesi	<p>Ministre de la transition écologique</p> <p>Ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports</p> <p>Ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports</p> <p>Ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports</p> <p>Ministre des solidarités et de la santé</p> <p>Ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie</p> <p>Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées</p>	Mobilités actives dans la lutte contre la perte d'autonomie	<p>29.10.2021</p> <p>29.03.2022</p>
M. Patrick Vignal	<p>Ministre de l'intérieur</p> <p>Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales</p> <p>Ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté</p> <p>Ministre déléguée auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargée de la ville</p>	Dispositifs de médiation sociale	<p>29.10.2021</p> <p>30.03.2022</p>
M. Paul Christophe	<p>Ministre des solidarités et de la santé</p> <p>Secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé de l'enfance et des familles</p>	Accompagnement des parents d'enfants malades	<p>29.10.2021</p> <p>01.04.2022</p>
Mme Catherine Osson	Ministre de l'agriculture et de l'alimentation	Fonctionnement et organisation de l'enseignement agricole	<p>09.11.2021</p> <p>01.04.2022</p>
M. Luc Geismar	Ministre de l'agriculture et de l'alimentation	Fonctionnement et organisation de l'enseignement agricole	<p>09.11.2021</p> <p>01.04.2022</p>
M. Ludovic Mendes	<p>Ministre de l'intérieur</p> <p>Ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté</p>	Lutte contre les « actes antireligieux »	<p>02.12.2021</p> <p>30.03.2022</p>

Mme Isabelle Florennes	Ministre de l'intérieur Ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté	Lutte contre les « actes antireligieux »	02.12.2021 30.03.2022
M. Belkhir Belhaddad	Ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports Ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports	Rôle des collectivités territoriales en matière de financement et de développement de la pratique et des équipements sportifs	17.12.2021 29.03.2022
M. Jean-Noël Barrot	Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales	Réflexion sur la réforme du zonage des zones de revitalisation rurale	20.01.2022 01.04.2022
Mme Anne Blanc	Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales	Réflexion sur la réforme du zonage des zones de revitalisation rurale	20.01.2022 01.04.2022
M. Éric Girardin	Ministre de l'agriculture et de l'alimentation	Transmission du foncier viticole	11.02.2022 04.04.2022

## Annexe III <sup>(76)</sup>

### *Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)*

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Les groupements hospitaliers de territoire (GHT)	14	24 h 45	-	58	N° 4814 15.12.2021

### *Travaux des missions d'information créées en application de l'art. 145, al. 4 R.*

Objet de la mission	Création de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie	01.08.2017	03.10.2017	33	38 h 35	3	28	-
La résilience nationale	15.06.2021	30.06.2021	64	81 h 25	1	106	N° 5119 23.02.2022
Application du droit voisin au bénéfice des agences, éditeurs et professionnels du secteur de la presse	26.06.2021	13.07.2021	31	24 h 10	-	69	N° 4902 12.01.2022
Identifier les ressorts de l'abstention et les mesures permettant de renforcer la participation électorale	29.06.2021	20.07.2021	29	36 h 20	1	77	N° 4790 08.12.2021

<sup>76</sup> Pour les missions dont les travaux ont débuté sous la précédente session, le choix a été fait d'indiquer ici la totalité des travaux et des auditions qui ont abouti à la publication du rapport.

## Annexe IV

### *Demandes de consultation des commissions sur des nominations*

Date de la demande	Fonction	Nom	Commission	Avis AN Date	Date de nomination et publication au JO
06.10.2021	Gouverneur de la Banque de France	M. François Villeroy de Galhau	Finances	Favorable (39 pour, 7 contre) 20.10.2021 JO du 29.10.2021	27.10.2021 JO du 28.10.2021
19.10.2021	Présidente du directoire de la Compagnie nationale du Rhône	Mme Laurence Borie-Bancel	Affaires économiques	Favorable (19 pour, 0 contre) 03.11.2021 JO du 04.11.2021	17.12.2021 JO du 18.12.2021
28.10.2021	Directrice générale de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine	Mme Anne-Claire Mialot	Affaires économiques	Favorable (32 pour, 0 contre) JO du 09.12.2021	15.12.2021 JO du 16.12.2021
17.12.2021	Directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration	M. Didier Leschi	Lois	Favorable (24 pour, 0 contre) 12.01.2022 JO du 13.01.2022	17.01.2022 JO du 18.01.2022
17.12.2021	Président de l'Autorité de la concurrence	M. Benoît Cœuré	Affaires économiques	Favorable (25 pour, 0 contre) 12.01.2022 JO du 13.01.2022	20.01.2022 JO du 21.01.2022
24.01.2022	Président du Centre national de la recherche scientifique	M. Antoine Petit	Affaires culturelles	Favorable (21 pour, 2 contre) 02.02.2022 JO du 03.02.2022	09.02.2022 JO du 10.02.2022
08.02.2022	Administrateur général du commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives	M. François Jacq	Affaires économiques	Favorable (11 pour, 0 contre) 17.02.2022 JO du 18.02.2022	16.03.2022 JO du 17.03.2022
14.02.2022	Directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides	M. Julien Boucher	Lois	Favorable (14 pour, 1 contre) 22.02.2022 JO du 24.02.2022	11.04.2022 JO du 12.04.2022
15.02.2022	Membre du Conseil constitutionnel (proposition de nomination par le Président de la République)	Mme Jacqueline Gourault	Lois	Favorable (29 pour, 15 contre) 23.02.2022 JO du 24.02.2022	01.03.2022 JO du 06.03.2022
15.02.2022	Membre du Conseil constitutionnel (proposition de nomination par le Président de l'Assemblée nationale)	Mme Véronique Malbec	Lois	Favorable (27 pour, 11 contre) 23.02.2022 JO du 24.02.2022	23.02.2022 JO du 06.03.2022
23.03.2022	Présidente du Haut Conseil du commissariat aux comptes	Mme Florence Peybernes	Finances	Favorable (13 pour, 0 contre) 31.03.2022 JO du 01.04.2022	16.05.2022 JO du 17.05.2022

## Annexe V

### *Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 C. <sup>(77)</sup>*

#### Propositions de résolution adoptées en séance

Objet de la résolution	N° de rapport et date de dépôt	Commission saisie au fond	Adoption en séance le
visant à inscrire parmi les priorités de la présidence française de l'Union européenne l'adoption d'une législation ambitieuse sur le devoir de vigilance des multinationales	n° 4898 12.01.2022	Lois	20.01.2022

#### Propositions de résolution considérées comme définitives

Objet de la résolution	N° de rapport et date de dépôt	Commission saisie au fond	Considérée comme définitive le
visant à faire du français l'unique langue de travail de l'Union européenne	n° 4630 03.11.2021	Affaires étrangères	21.11.2021
visant à favoriser l'utilisation de la langue française dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne de janvier à juin 2022	n° 4630 03.11.2021	Affaires étrangères	21.11.2021
visant à l'augmentation du télétravail des travailleurs frontaliers et à mener une réflexion européenne sur le statut des travailleurs frontaliers	Considérée comme adoptée le 21.02.2022	Affaires sociales	09.03.2022
relative à la proposition de règlement dit « législation sur les marchés numériques » (Digital Market Act)	Considérée comme adoptée le 8.11.2021	Affaires économiques	24.11.2021
visant à protéger la base industrielle et technologique de défense et de sécurité européenne des effets de la taxonomie européenne de la finance durable	n° 4859 30.12.2021	Défense	15.01.2022
sur la stratégie européenne en matière de mobilité durable et intelligente	Considérée comme adoptée le 14.02.2022	Développement durable	09.03.2022
relative à la protection civile européenne	Considérée comme adoptée le 18.02.2022	Lois	09.03.2022
relative à la proposition de règlement dite « législation sur les services numériques » (Digital Services Act)	Considérée comme adoptée le 21.02.2022	Affaires économiques	09.03.2022
visant à sauvegarder la lavandiculture française	Considérée comme adoptée le 24.03.2022	Affaires économiques	09.04.2022

<sup>77</sup> Le choix a été fait d'indiquer les seules propositions de résolution adoptées pendant la période couverte par ce recueil.

## Annexe VI

Aucune commission d'enquête n'a été créée au cours de la période couverte par ce recueil.

### *Travaux des commissions d'enquête (travaux sur la période du 1<sup>er</sup> octobre 2021 au 21 juin 2022)*

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Personnes auditionnées ou rencontrées	
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres
sur les migrations, les déplacements de populations et les conditions de vie et d'accès au droit des migrants, réfugiés et apatrides en regard des engagements nationaux, européens et internationaux de la France	3	4 h 45	-	2
chargée de rechercher d'éventuels dysfonctionnements de la justice et de la police dans l'affaire dite Sarah Halimi et de formuler des propositions pour éviter le cas échéant leur renouvellement	41	52 h 45	2	36
visant à identifier les dysfonctionnements et manquements de la politique pénitentiaire française	31	35 h 15	1	100
chargée d'identifier les facteurs qui ont conduit à la chute de la part de l'industrie dans le PIB de la France et de définir les moyens à mettre en œuvre pour relocaliser l'industrie et notamment celle du médicament	41	58 h 40	1	114



## Annexe VII

### *Propositions de loi de l'Assemblée nationale rejetées*

1. Proposition de loi (n° 4423) visant à plus de justice et d'autonomie en faveur des personnes en situation de handicap  
(2<sup>ème</sup> séance du jeudi 7 octobre 2021) ;
2. Proposition de loi (n° 2781) visant à raisonner le développement de l'éolien  
(2<sup>ème</sup> séance du jeudi 7 octobre 2021) ;
3. Proposition de loi (n° 4554) instaurant diverses dispositions relatives aux fonctionnaires et militaires originaires d'outre-mer  
(2<sup>ème</sup> séance du vendredi 26 novembre 2021) ;
4. Proposition de loi (n° 4589) pour une santé accessible à tous et contre la désertification médicale  
(1<sup>ère</sup> séance du jeudi 2 décembre 2021) ;
5. Proposition de loi (n° 4588) visant à atténuer les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur générées par Parcoursup  
(2<sup>ème</sup> séance du jeudi 2 décembre 2021) ;
6. Proposition de loi (n° 4743) visant au blocage des prix  
(1<sup>ère</sup> séance du jeudi 13 janvier 2022) ;
7. Proposition de loi (n° 4751) visant à instaurer un droit de révocation des élus  
(2<sup>ème</sup> séance du jeudi 13 janvier 2022) ;
8. Proposition de loi (n° 4742) relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes  
(2<sup>ème</sup> séance du jeudi 13 janvier 2022) ;
9. Proposition de loi (n° 4745) visant à interdire le glyphosate  
(2<sup>ème</sup> séance du jeudi 13 janvier 2022) ;
10. Proposition de loi (n° 4746) relative à la légalisation de la production, de la vente et de la consommation du cannabis sous le contrôle de l'État  
(3<sup>ème</sup> séance du jeudi 13 janvier 2022) ;
11. Proposition de loi (n° 4784) d'urgence contre la désertification médicale  
(2<sup>ème</sup> séance du jeudi 20 janvier 2022) ;
12. Proposition de loi (n° 4782) visant à augmenter le salaire minimum interprofessionnel de croissance et à ouvrir une conférence nationale sur les salaires  
(2<sup>ème</sup> séance du jeudi 20 janvier 2022) ;
13. Proposition de loi (n° 3409) visant à réformer la fiscalité des droits de succession et de donation : protéger les classes moyennes et populaires, et mieux redistribuer les richesses  
(3<sup>ème</sup> séance du jeudi 20 janvier 2022) ;
14. Proposition de loi (n° 3039) visant à rétablir le vote par correspondance  
(2<sup>ème</sup> séance du jeudi 3 février 2022) ;

15. Proposition de loi (n° 3316) visant à garantir le respect éthique du don d'organes par nos partenaires non européens  
(2<sup>ème</sup> séance du vendredi 4 février 2022) ;
16. Proposition de loi (n° 4827) visant à doter la France des instruments nécessaires pour lutter contre la pollution plastique  
(2<sup>ème</sup> séance du vendredi 4 février 2022) ;
17. Proposition de loi (n° 4852) portant lutte contre l'exclusion financière et plafonnement des frais bancaires  
(3<sup>ème</sup> séance du vendredi 4 février 2022).

### *Proposition de loi du Sénat rejetée*

1. Proposition de loi organique (n° 4560) favorisant l'implantation locale des parlementaires  
(1<sup>ère</sup> séance du vendredi 26 novembre 2021).

# Annexe VIII

## Liste chronologique des lois promulguées <sup>(78)</sup>

Date de publication au <i>Journal officiel</i>	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés <sup>(79)</sup>
09.10.2021	Loi n° 2021-1308 du 8 octobre 2021 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances	Projet	14
12.10.2021	Loi n° 2021-1317 du 11 octobre 2021 permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce	Proposition	0
19.10.2021	Loi n° 2021-1357 du 18 octobre 2021 visant à protéger la rémunération des agriculteurs	Proposition	55
21.10.2021	Loi n° 2021-1360 du 20 octobre 2021 visant au gel des matchs de football le 5 mai	Proposition	4
26.10.2021	Loi organique n° 2021-1381 du 25 octobre 2021 modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution *	Projet	3
26.10.2021	Loi n° 2021-1382 du 25 octobre 2021 relative à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique *	Projet	44
04.11.2021	Loi n° 2021-1429 du 3 novembre 2021 autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord de sécurité sociale sous forme d'échange de lettres des 7 et 20 septembre 2011 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour l'énergie de fusion en vue de la mise en œuvre conjointe du projet ITER	Projet	0
09.11.2021	Loi n° 2021-1457 du 8 novembre 2021 autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Göteborg du 1er décembre 1999, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique	Projet	0
09.11.2021	Loi n° 2021-1458 du 8 novembre 2021 autorisant la ratification de la Convention n° 190 de l'Organisation internationale du Travail relative à l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail	Projet	0
09.11.2021	Loi n° 2021-1459 du 8 novembre 2021 autorisant l'approbation de la Mesure 1 (2005) annexe VI au Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement, responsabilité découlant de situations critiques pour l'environnement	Projet	0
11.11.2021	Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire *	Projet	12
16.11.2021	Loi n° 2021-1484 du 15 novembre 2021 visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu	Proposition	1
16.11.2021	Loi n° 2021-1485 du 15 novembre 2021 visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France	Proposition	60

<sup>78</sup> Les lois suivies d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'art. 61 C.

<sup>79</sup> Nombre d'amendements adoptés en séance, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

26.11.2021	Loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels	Proposition	109
01.12.2021	Loi n° 2021-1539 du 30 novembre 2021 visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes	Proposition	69
02.12.2021	Loi n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificative pour 2021	Projet	15
07.12.2021	Loi n° 2021-1575 du 6 décembre 2021 relative aux restrictions d'accès à certaines professions en raison de l'état de santé	Proposition	8
07.12.2021	Loi n° 2021-1576 du 6 décembre 2021 visant à nommer les enfants nés sans vie	Proposition	0
07.12.2021	Loi n° 2021-1577 du 6 décembre 2021 portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques	Proposition	7
18.12.2021	Loi n° 2021-1676 du 17 décembre 2021 autorisant l'approbation de l'accord de partenariat entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kenya relatif à la promotion et à l'échange des compétences et talents	Projet	0
18.12.2021	Loi n° 2021-1677 du 17 décembre 2021 autorisant la ratification de l'accord modifiant le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité	Projet	0
18.12.2021	Loi n° 2021-1678 du 17 décembre 2021 visant à l'accompagnement des enfants atteints de pathologie chronique ou de cancer	Proposition	17
18.12.2021	Loi n° 2021-1679 du 17 décembre 2021 visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles	Proposition	10
22.12.2021	Loi n° 2021-1715 du 21 décembre 2021 autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne	Projet	0
22.12.2021	Loi n° 2021-1716 du 21 décembre 2021 créant la fonction de directrice ou de directeur d'école	Proposition	41
22.12.2021	Loi n° 2021-1717 du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique	Proposition	10
23.12.2021	Loi organique n° 2021-1728 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire *	Projet	3
23.12.2021	Loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire *	Projet	112
24.12.2021	Loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 *	Projet	553
24.12.2021	Loi n° 2021-1755 du 23 décembre 2021 visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse	Proposition	0
24.12.2021	Loi n° 2021-1756 du 23 décembre 2021 portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires	Proposition	36
26.12.2021	Loi n° 2021-1774 du 24 décembre 2021 visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle	Proposition	58
29.12.2021	Loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques *	Proposition	31
29.12.2021	Loi n° 2021-1837 du 28 décembre 2021 relative à l'indemnisation des catastrophes naturelles	Proposition	14

31.12.2021	Loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 *	Projet	622
31.12.2021	Loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs	Proposition	3
23.01.2022	Loi n° 2022-46 du 22 janvier 2022 renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique *	Projet	30
25.01.2022	Loi n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure *	Projet	39
25.01.2022	Loi n° 2022-53 du 24 janvier 2022 visant à la création d'une plateforme de référencement et de prise en charge des malades chroniques de la covid-19	Proposition	4
01.02.2022	Loi n° 2022-90 du 31 janvier 2022 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine du 4 avril 1979, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Projet	0
01.02.2022	Loi n° 2022-91 du 31 janvier 2022 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer relatif au siège de l'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer et à ses privilèges et immunités sur le territoire français	Projet	0
01.02.2022	Loi n° 2022-92 du 31 janvier 2022 interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne	Proposition	7
08.02.2022	Loi n° 2022-139 du 7 février 2022 ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes	Projet	9
08.02.2022	Loi n° 2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants	Projet	79
15.02.2022	Loi n° 2022-171 du 14 février 2022 tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit	Proposition	0
15.02.2022	Loi n° 2022-172 du 14 février 2022 en faveur de l'activité professionnelle indépendante	Projet	52
22.02.2022	Loi n° 2022-215 du 21 février 2022 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces	Projet	0
22.02.2022	Loi n° 2022-216 du 21 février 2022 autorisant la ratification de la Convention relative à la nationalité entre la République française et le Royaume d'Espagne	Projet	0
22.02.2022	Loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale	Projet	471
22.02.2022	Loi n° 2022-218 du 21 février 2022 relative à la restitution ou la remise de certains biens culturels aux ayants droit de leurs propriétaires victimes de persécutions antisémites	Projet	0
22.02.2022	Loi n° 2022-219 du 21 février 2022 visant à réformer l'adoption	Proposition	92
24.02.2022	Loi n° 2022-226 du 23 février 2022 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tadjikistan sur les services aériens	Projet	0

25.02.2022	Loi n° 2022-229 du 23 février 2022 portant reconnaissance de la Nation envers les harkis et les autres personnes rapatriées d'Algérie anciennement de statut civil de droit local et réparation des préjudices subis par ceux-ci et leurs familles du fait de l'indignité de leurs conditions d'accueil et de vie dans certaines structures sur le territoire français	Projet	14
01.03.2022	Loi n° 2022-267 du 28 février 2022 visant à moderniser la régulation du marché de l'art	Proposition	9
01.03.2022	Loi n° 2022-268 du 28 février 2022 visant à simplifier l'accès des experts forestiers aux données cadastrales	Proposition	0
01.03.2022	Loi n° 2022-269 du 28 février 2022 ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace	Projet	19
01.03.2022	Loi n° 2022-270 du 28 février 2022 pour un accès plus juste, plus simple et plus transparent au marché de l'assurance emprunteur	Proposition	10
01.03.2022	Loi n° 2022-271 du 28 février 2022 relative à l'aménagement du Rhône	Proposition	0
01.03.2022	Loi n° 2022-272 du 28 février 2022 visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation	Proposition	0
03.03.2022	Loi n° 2022-295 du 2 mars 2022 visant à renforcer le droit à l'avortement	Proposition	16
03.03.2022	Loi n° 2022-296 du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France	Proposition	95
03.03.2022	Loi n° 2022-297 du 2 mars 2022 relative au monde combattant	Proposition	0
03.03.2022	Loi n° 2022-298 du 2 mars 2022 d'orientation relative à une meilleure diffusion de l'assurance récolte en agriculture et portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture	Projet	24
03.03.2022	Loi n° 2022-299 du 2 mars 2022 visant à combattre le harcèlement scolaire	Proposition	22
03.03.2022	Loi n° 2022-300 du 2 mars 2022 visant à renforcer le contrôle parental sur les moyens d'accès à internet	Proposition	6
03.03.2022	Loi n° 2022-301 du 2 mars 2022 relative au choix du nom issu de la filiation	Proposition	9
04.03.2022	Loi n° 2022-309 du 3 mars 2022 pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public	Proposition	11
15.03.2022	Loi organique n° 2022-354 du 14 mars 2022 relative aux lois de financement de la sécurité sociale *	Proposition	35
15.03.2022	Loi n° 2022-355 du 14 mars 2022 relative aux lois de financement de la sécurité sociale *	Proposition	4
22.03.2022	Loi organique n° 2022-400 du 21 mars 2022 visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d'alerte *	Proposition	6
22.03.2022	Loi n° 2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte *	Proposition	43

### *Textes examinés en application de l'art. 48 C.*

*Semaines du Gouvernement (art. 48, al. 2 et 3 C.) :*

#### **Projets :**

- Projet de loi de finances pour 2022 (première lecture) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire (première lecture) ;
- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 (première lecture) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire (lecture définitive) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2021 (première lecture) ;
- Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire (texte CMP) ;
- Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire (texte CMP) ;
- Projet de loi portant reconnaissance de la Nation et réparation des préjudices subis par les harkis, par les autres personnes rapatriées d'Algérie anciennement de statut civil de droit local et par leurs familles du fait des conditions de leur accueil sur le territoire français (première lecture) ;
- Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de partenariat entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kenya relatif à la promotion et à l'échange des compétences et talents (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer relatif au siège de l'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (première lecture) ;
- Projet de loi de finances pour 2022 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure (texte CMP) ;
- Projet de loi de finances pour 2022 (lecture définitive) ;
- Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante (première lecture) ;
- Projet de loi portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture (première lecture) ;
- Projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique (lecture définitive) ;
- Projet de loi relatif à la protection des enfants (texte CMP) ;
- Projet de loi relatif à la restitution ou la remise de certains biens culturels aux ayants droit de leurs propriétaires victimes de persécutions antisémites (première lecture) ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes (texte CMP) ;

<sup>80</sup> Les votes solennels ne sont pas pris en compte.



- Projet de loi ratifiant les ordonnances prises sur le fondement de l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe contre le trafic d'organes humains (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine du 4 avril 1979, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar relatif au statut de leurs forces (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention de coopération judiciaire internationale entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations Unies, représentée par le Mécanisme international, impartial et indépendant pour la Syrie (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la nationalité entre la République française et le Royaume d'Espagne (première lecture) ;
- Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (texte CMP) ;
- Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante (texte CMP) ;
- Projet de loi portant reconnaissance de la Nation et réparation des préjudices subis par les harkis, par les autres personnes rapatriées d'Algérie anciennement de statut civil de droit local et par leurs familles du fait des conditions de leur accueil sur le territoire français (texte CMP) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Singapour (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant création de l'Organisation internationale pour les aides à la navigation maritime (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif aux transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne sur le transport international routier de personnes (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tadjikistan sur les services aériens (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Autorité bancaire européenne relatif au siège de l'Autorité bancaire européenne et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (première lecture).

### **Propositions :**

- Proposition de loi permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce (première lecture) ;
- Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne (première lecture) ;
- Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs (première lecture) ;



- Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs (texte CMP) ;
- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale (texte CMP) ;
- Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers (texte CMP) ;
- Proposition de loi visant à améliorer la protection des lanceurs d’alerte (première lecture) ;
- Proposition de loi organique visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d’alerte (première lecture) ;
- Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques (texte CMP) ;
- Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l’information du Parlement sur les finances publiques (texte CMP) ;
- Proposition de loi créant la fonction de directeur d’école (texte CMP) ;
- Proposition de loi visant à accélérer l’égalité économique et professionnelle (texte CMP) ;
- Proposition de loi visant à réformer le régime d’indemnisation des catastrophes naturelles (texte CMP) ;
- Proposition de loi visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (première lecture) ;
- Proposition de loi portant mesures d’urgence pour assurer la régulation de l’accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires (texte CMP) ;
- Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l’orientation sexuelle ou l’identité de genre d’une personne (texte CMP) ;
- Proposition de loi pour garantir l’égalité et la liberté dans l’attribution et le choix du nom (première lecture) ;
- Proposition de loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale (nouvelle lecture) ;
- Proposition de loi relative aux lois de financement de la sécurité sociale (nouvelle lecture) ;
- Proposition de loi visant à réformer l’adoption (lecture définitive) ;
- Proposition de loi visant à améliorer la protection des lanceurs d’alerte (texte CMP) ;
- Proposition de loi organique visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d’alerte (texte CMP) ;
- Proposition de loi visant à moderniser la régulation du marché de l’art (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à démocratiser le sport en France (nouvelle lecture) ;
- Proposition de loi visant à combattre le harcèlement scolaire (nouvelle lecture) ;
- Proposition de loi visant à renforcer le droit à l’avortement (nouvelle lecture) ;
- Proposition de loi relative à l’aménagement du Rhône (texte CMP) ;
- Proposition de loi pour un accès plus juste, plus simple et plus transparent au marché de l’assurance emprunteur (texte CMP) ;
- Proposition de loi portant diverses dispositions d’adaptation au droit de l’Union européenne en matière de prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l’Agence pour l’enseignement français à l’étranger et à créer les instituts régionaux de formation (première lecture).

### *Semaines de l’Assemblée (art. 48, al. 1 C.) :*

#### **Projets :**

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 (lecture définitive) ;
- Projet de loi portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture (texte CMP).

#### **Propositions :**

- Proposition de résolution en faveur de l'association de Taïwan aux travaux des organisations internationales et des forums de coopération multilatérale ;
- Proposition de résolution relative à l'engagement de la France pour le renforcement d'une action internationale de lutte contre la pollution plastique ;
- Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi visant à combattre le harcèlement scolaire (première lecture) ;
- Proposition de loi relative au monde combattant (première lecture) ;
- Proposition de résolution invitant l'Assemblée nationale à condamner solennellement le régime illégitime d'Alexandre Loukachenko ;
- Proposition de loi visant à réformer l'adoption (nouvelle lecture) ;
- Proposition de loi visant à encourager l'usage du contrôle parental sur certains équipements et services vendus en France et permettant d'accéder à Internet (première lecture) ;
- Proposition de loi relative à l'aménagement du Rhône (première lecture) ;
- Proposition de résolution visant à inscrire parmi les priorités de la présidence française de l'Union européenne l'adoption d'une législation ambitieuse sur le devoir de vigilance des multinationales ;
- Proposition de résolution portant sur la reconnaissance et la condamnation du caractère génocidaire des violences politiques systématiques ainsi que des crimes contre l'humanité actuellement perpétrés par la République populaire de Chine à l'égard des Ouïghours ;
- Proposition de loi d'urgence contre la désertification médicale (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à augmenter le salaire minimum interprofessionnel de croissance et à ouvrir une conférence nationale sur les salaires (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à lutter contre la précarité des accompagnants d'élèves en situation de handicap et des assistants d'éducation (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à réformer la fiscalité des droits de succession et de donation : protéger les classes moyennes et populaires et mieux redistribuer les richesses
- Proposition de loi pour garantir l'égalité et la liberté dans l'attribution et le choix du nom (nouvelle lecture) ;
- Proposition de loi visant à encourager l'usage du contrôle parental sur certains équipements et services vendus en France et permettant d'accéder à Internet (texte CMP) ;
- Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement (lecture définitive) ;
- Proposition de résolution portant sur l'accès universel à la vaccination et l'augmentation des capacités de production des moyens de lutte contre la pandémie mondiale de covid-19 ;
- Proposition de résolution portant sur la dénonciation des faits et conséquences du coup d'État militaire du 1er février 2021 en Birmanie ;
- Proposition de résolution invitant le Gouvernement à défendre l'exigence forte attachée à la certification européenne du sel biologique et à ses méthodes de production ;
- Proposition de loi visant à démocratiser le sport en France (lecture définitive) ;
- Proposition de loi visant à combattre le harcèlement scolaire (lecture définitive) ;
- Proposition de loi pour garantir l'égalité et la liberté dans l'attribution et le choix du nom (lecture définitive).

### *Semaines de contrôle (art. 48, al. 4 C.) :*

#### **Projets :**

*Par priorité à la demande du Gouvernement*

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2021 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2021 (lecture définitive) ;
- Projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique (première lecture).

## *Journées réservées aux groupes de l'opposition et minoritaires*

*(art. 48, al. 5 C.) :*

- Proposition de loi visant à plus de justice et d'autonomie en faveur des personnes en situation de handicap (première lecture) ;
- Proposition de résolution visant à lutter contre la disparition des abeilles ;
- Proposition de loi visant à raisonner le développement de l'éolien (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à créer un ticket restaurant étudiant (première lecture) ;
- Proposition de résolution visant à relocaliser et créer une filière française de production et de recyclage de masques de protection sanitaire ;
- Proposition de loi visant à permettre le transfert des droits inscrits sur le compte personnel de formation entre titulaires de comptes (première lecture) ;
- Proposition de résolution pour la conservation et l'utilisation durable de l'océan ;
- Proposition de loi visant l'ouverture du marché du travail aux personnes atteintes de diabète (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi visant à moderniser la lutte contre la contrefaçon (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à faire évoluer la formation de sage-femme (première lecture) ;
- Proposition de loi pour un accès plus juste, plus simple et plus transparent au marché de l'assurance emprunteur (première lecture) ;
- Proposition de résolution pour une coopération hospitalière transfrontalière effective ;
- Proposition de résolution invitant le Gouvernement à reconnaître, prévenir et lutter contre le risque d'épuisement administratif des Français ;
- Proposition de loi visant à nommer les enfants nés sans vie (première lecture) ;
- Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public (première lecture) ;
- Proposition de loi organique favorisant l'implantation locale des parlementaires (première lecture) ;
- Proposition de loi instaurant diverses dispositions relatives aux fonctionnaires et militaires originaires d'outre-mer (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à la création d'une plateforme de référencement et de prise en charge des malades chroniques de la covid-19 (première lecture) ;
- Proposition de loi pour l'emploi des seniors jusqu'à la retraite (première lecture) ;
- Proposition de résolution visant à reconnaître le génocide des Kurdes en Irak ;
- Proposition de loi pour une santé accessible à tous et contre la désertification médicale (première lecture) ;
- Proposition de résolution visant à la mise en place d'un plan exceptionnel d'accompagnement du phénomène de vieillissement accéléré de la Martinique ;
- Proposition de loi visant à atténuer les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur générées par Parcoursup (première lecture) ;
- Proposition de résolution visant à lutter contre la banalisation des discours de haine dans le débat public ;
- Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale (troisième lecture) ;
- Proposition de résolution relative au financement de la transition écologique ;
- Proposition de loi garantissant le libre-choix des communes en matière de gestion des compétences « eau » et « assainissement » (première lecture) ;
- Proposition de résolution visant à reconnaître l'endométriose comme une affection longue durée ;
- Proposition de loi visant au blocage des prix (première lecture) ;
- Proposition de loi constitutionnelle visant à instaurer un droit de révocation des élus (première lecture) ;
- Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes (première lecture) ;

- Proposition de loi visant à interdire le glyphosate (première lecture) ;
- Proposition de loi relative à la légalisation de la production, de la vente et de la consommation du cannabis sous le contrôle de l'État (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à réhabiliter les militaires « fusillés pour l'exemple » durant la Première Guerre mondiale (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à restaurer l'État de droit par l'abrogation des régimes d'exception créés pendant la crise sanitaire (première lecture) ;
- Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à mieux allier l'actionnariat salarié et la transmission d'entreprise (première lecture) ;
- Proposition de résolution pour une représentation plus juste des Français à l'Assemblée nationale ;
- Proposition de résolution pour la création du conseiller territorial ;
- Proposition de résolution pour le développement de la participation citoyenne comme pilier de notre modèle démocratique ;
- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à rétablir le vote par correspondance (première lecture) ;
- Proposition de loi relative à l'interdiction progressive des additifs nitrés dans les produits de charcuterie (première lecture) ;
- Proposition de loi relative à l'évolution statutaire de la collectivité de Corse afin de lutter contre le phénomène de spéculations foncière et immobilière dans l'île (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à garantir le respect éthique du don d'organes par nos partenaires non européens (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à doter la France des instruments nécessaires pour lutter contre la pollution plastique (première lecture) ;
- Proposition de loi portant lutte contre l'exclusion financière et plafonnement des frais bancaires (première lecture) ;
- Proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder l'asile politique à Julian Assange et à faciliter l'accès au statut de réfugié pour les lanceurs d'alerte étrangers ;
- Proposition de loi constitutionnelle relative à la reconnaissance du vote blanc pour l'élection présidentielle (première lecture).

# Annexe X

## Calendrier prévisionnel de la session ordinaire 2021-2022

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE LA SESSION ORDINAIRE 2021-2022  
arrêté par la Conférence des présidents du 6 juillet 2021

2021			2022		
OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	JANVIER	FEVRIER	
V 1	L 1 Férié	M 1	S 1 Férié	M 1	
S 2	M 2	J 2	D 2	M 2	
D 3	M 3	V 3	L 3	J 3	Dem
L 4	J 4	S 4	M 4	V 4	LT
M 5	V 5	D 5	M 5	S 5	
M 6	S 6	L 6	J 6	D 6	
J 7	D 7	M 7	V 7	L 7	
V 8	L 8	M 8	S 8	M 8	
S 9	M 9	J 9	D 9	M 9	
D 10	M 10	V 10	L 10	J 10	
L 11	J 11 Férié	S 11	M 11	V 11	
M 12	V 12	D 12	M 12	S 12	
M 13	S 13	L 13	J 13	D 13	
J 14	D 14	M 14	V 14	L 14	
V 15	L 15	M 15	S 15	M 15	
S 16	M 16	J 16	D 16	M 16	
D 17	M 17	V 17	L 17	J 17	
L 18	J 18	S 18	M 18	V 18	
M 19	V 19	D 19	M 19	S 19	
M 20	S 20	L 20	J 20	D 20	
J 21	D 21	M 21	V 21	L 21	
V 22	L 22	M 22	S 22	M 22	
S 23	M 23	J 23	D 23	M 23	
D 24	M 24	V 24	L 24	J 24	
L 25	J 25 Agir ens	S 25 Férié	M 25	V 25	
M 26	V 26 UDI-H	D 26	M 26	S 26	
M 27	S 27	L 27	J 27	D 27	
J 28	D 28	M 28	V 28	L 28	
V 29	L 29	M 29	S 29		
S 30	M 30	J 30	D 30		
D 31		V 31	L 31		

- Semaine du Gouvernement
- Semaine de l'Assemblée nationale
- Semaine de contrôle
- Suspension des travaux
- Jour des groupes d'opposition ou minoritaires
- Loi de finances ou de financement de la sécurité sociale

# Annexe XI

## *Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée*

Date de publication (JOLD)	Type	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
14.10.2021	Projet	AN	4565	portant diverses dispositions de vigilance sanitaire	Lecture définitive	AN	05.11.2021
26.10.2021	Proposition	AN	4375	organique visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d'alerte	Lecture CMP	S	16.02.2022
26.10.2021	Proposition	AN	4398	visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte	Lecture CMP	S	16.02.2022
28.10.2021	Proposition	Sénat	4628	visant à renforcer la régulation environnementale du numérique par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse	1 <sup>ère</sup> lecture	AN	13.12.2021
03.11.2021	Proposition	AN	4624	pour un accès plus juste, plus simple et plus transparent au marché de l'assurance emprunteur	Lecture CMP	S	17.02.2022
04.11.2021	Projet	AN	4631	portant reconnaissance de la Nation et réparation des préjudices subis par les harkis, par les autres personnes rapatriées d'Algérie anciennement de statut civil de droit local et par leurs familles du fait des conditions de leur accueil sur le territoire français	Lecture CMP	S	15.02.2022
04.11.2021	Projet	AN	4632	relatif à la restitution ou la remise de certains biens culturels aux ayants droit de leurs propriétaires victimes de persécutions antisémites	1 <sup>ère</sup> lecture	S	15.02.2022
09.11.2021	Proposition	AN	4658	visant à combattre le harcèlement scolaire	Lecture définitive	AN	24.02.2022
02.12.2021	Projet	AN	4758	portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture	Lecture CMP	S	24.02.2022
09.12.2021	Projet	AN	4789	autorisant la ratification de la convention relative à la nationalité entre la République française et le Royaume d'Espagne	1 <sup>ère</sup> lecture	S	15.02.2022
14.12.2021	Proposition	AN	4646	visant à encourager l'usage du contrôle parental sur certains équipements et services vendus en France et permettant d'accéder à Internet	Lecture CMP	S	24.02.2022
28.12.2021	Proposition	AN	4853	pour garantir l'égalité et la liberté dans l'attribution et le choix du nom	Lecture définitive	AN	24.02.2022

28.12.2021	Proposition	AN	4832	relative à l'aménagement du Rhône	Lecture CMP	S	17.02.2022
28.12.2021	Projet	AN	4857	renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique	Lecture définitive	AN	16.01.2022
06.01.2022	Projet	AN	4868	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Autorité bancaire européenne relatif au siège de l'Autorité bancaire européenne et à ses privilèges et immunités sur le territoire français	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
06.01.2022	Projet	Sénat	5035	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de l'État du Qatar établissant un partenariat relatif à la sécurité de la Coupe du Monde de football de 2022	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
13.01.2022	Projet	Sénat	5063	ratifiant l'ordonnance n° 2021-1605 du 8 décembre 2021 étendant et adaptant à la fonction publique des communes de Polynésie française certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
13.01.2022	Proposition	Sénat	4975	visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation	1 <sup>ère</sup> lecture	AN	16.02.2022
25.01.2022	Proposition	AN	4883	portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière de prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
16.02.2022	Projet	Sénat	-	autorisant l'approbation de l'amendement de la convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure et de son règlement d'application, partie B, par des dispositions concernant le traitement de résidus gazeux de cargaison liquide (vapeurs), issu de la résolution CDNI-2017-I-4, adoptée le 22 juin 2017	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
17.03.2022	Projet	AN	5185	d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>

## Annexe XII

### *Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifiée*

N° de dépôt	Type	Origine	Texte	Niveau de lecture	Date de la discussion
1432	Proposition	AN	Accès à certaines professions en raison de l'état de santé	2 <sup>ème</sup>	25.11.2021
4555	Proposition	AN	Moderniser la lutte contre la contrefaçon	1 <sup>ère</sup>	25.11.2021
4624	Proposition	AN	Accès transparent au marché de l'assurance emprunteur	1 <sup>ère</sup>	25.11.2021
4241	Proposition	S	Enfants nés sans vie	1 <sup>ère</sup>	26.11.2021
3473	Proposition	S	Certification de cybersécurité des plateformes numériques	1 <sup>ère</sup>	26.11.2021
4280	Projet	S	Approbation de l'accord de partenariat entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kenya relatif à la promotion et à l'échange des compétences et talents	1 <sup>ère</sup>	09.12.2021
4323	Projet	AN	Accord agence UE chemins de fer	1 <sup>ère</sup>	09.12.2021
4636	Proposition	AN	Réhabilitation des « fusillés pour l'exemple »	1 <sup>ère</sup>	13.01.2022
3954	Proposition	S	Monde combattant	1 <sup>ère</sup>	17.01.2022
4696	Projet	AN	Convention France-ONU	1 <sup>ère</sup>	27.01.2022
4789	Projet	AN	Convention relative à la nationalité entre la République française et le Royaume d'Espagne	1 <sup>ère</sup>	27.01.2022
4221	Proposition	S	Abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit	1 <sup>ère</sup>	03.02.2022
4850	Proposition	AN	Allier l'actionnariat salarié et la transmission d'entreprise	1 <sup>ère</sup>	03.02.2022
2362	Proposition	S	Régulation du marché de l'art	1 <sup>ère</sup>	09.02.2022
4425	Projet	AN	Convention pénale France-Singapour	1 <sup>ère</sup>	17.02.2022
4233	Projet	AN	Accord France-Ouzbékistan relatif aux transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises et accord France-Tunisie sur le transport international routier de personnes	1 <sup>ère</sup>	17.02.2022
4821	Projet	S	Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tadjikistan sur les services aériens	1 <sup>ère</sup>	17.02.2022



4868	Projet	AN	Accord entre le Gouvernement de la République française et l'Autorité bancaire européenne relatif au siège de l'Autorité bancaire européenne et à ses privilèges et immunités sur le territoire français	1 <sup>ère</sup>	17.02.2022
------	--------	----	--	------------------	------------

## Annexe XIII

### *Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure de législation en commission*

Type	Origine	Texte	Niveau de lecture	Date de la discussion	Étendue
Proposition	AN	relative à l'aménagement du Rhône	1 <sup>ère</sup>	03.02.2022	Intégrale
Proposition	AN	relative à l'interdiction progressive des additifs nitrés dans les produits de charcuterie	1 <sup>ère</sup>	03.02.2022	Intégrale

## Annexe XIV

### *Texte ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé*

<b>Date Conférence des présidents</b>	<b>Niveau de lecture</b>	<b>Texte</b>	<b>Temps alloué aux groupes (hors présidents)</b>	<b>Temps NI</b>	<b>Temps utilisé par les groupes (hors présidents et temps supplémentaires)</b>	<b>Temps utilisé par les NI (hors temps supplémentaires)</b>	<b>Temps global de séance utilisé</b>
16.11.2021	1 <sup>ère</sup>	Différenciation, décentralisation, déconcentration et diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3DS)	40:00:00	00:50	23:54:08	00:47:06	51:21:00

# Annexe XV

## Commissions mixtes paritaires

Texte	Date de nomination du Bureau	Conclusions rapport	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
			AN	Sénat	
<b>Proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs</b> <i>Pn AN n° 4134</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	04.10.2021	Adoption	06.10.2021	14.10.2021	14.10.2021
<b>Proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs pompiers et les sapeurs pompiers professionnels</b> <i>Pn AN n° 3162</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	07.10.2021	Adoption	16.11.2021	26.10.2021	16.11.2021
<b>Projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire</b> <i>Pj organique AN n° 4092</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	21.10.2021	Adoption	16.11.2021	18.11.2021	18.11.2021
<b>Projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire</b> <i>Pj AN n° 4091</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	21.10.2021	Adoption	16.11.2021	18.11.2021	18.11.2021
<b>Proposition de loi visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes</b> <i>Pn AN n° 3661</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	21.10.2021	Adoption	16.11.2021	18.11.2021	18.11.2021
<b>Projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire</b> <i>Pj AN n° 4565</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	02.11.2021	Échec	03.11.2021	04.11.2021	05.11.2021
<b>Proposition de loi visant à réformer l'adoption</b> <i>Pn AN n° 3161</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	04.11.2021	Échec	18.01.2022	26.01.2022	08.02.2022
<b>Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques</b> <i>Pn organique AN n° 4110</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	15.11.2021	Adoption	18.11.2021	24.11.2021	24.11.2021

<b>Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques</b> <i>Pn AN n° 4113</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	15.11.2021	Adoption	18.11.2021	24.11.2021	24.11.2021
<b>Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022</b> <i>Pj AN n° 4523</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	16.11.2021	Échec	22.11.2021	25.11.2021	29.11.2021
<b>Proposition de loi créant la fonction de directrice ou de directeur d'école</b> <i>Pn AN n° 2951</i> <i>Après 2<sup>ème</sup> lecture</i>	16.11.2021	Adoption	13.12.2021	25.11.2021	13.12.2021
<b>Projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure</b> <i>Pj AN n° 4387</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	18.11.2021	Adoption	13.12.2021	16.12.2021	16.12.2021
<b>Projet de loi de finances rectificative pour 2021</b> <i>Pj AN n° 4629</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	22.11.2021	Échec	23.11.2021	24.11.2021	24.11.2021
<b>Projet de loi de finances pour 2022</b> <i>Pj AN n° 4482</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	01.12.2021	Échec	10.12.2021	14.12.2021	15.12.2021
<b>Proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires</b> <i>Pn AN n° 3853</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	01.12.2021	Adoption	13.12.2021	07.12.2021	13.12.2021
<b>Proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle</b> <i>Pn AN n° 4000</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	07.12.2021	Adoption	13.12.2021	16.12.2021	16.12.2021
<b>Proposition de loi visant à définir les dispositions préalables à une réforme de l'indemnisation des catastrophes naturelles</b> <i>Pn AN n° 3688</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	08.12.2021	Adoption	13.12.2021	16.12.2021	16.12.2021
<b>Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne</b> <i>Pn AN n° 4021</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	14.12.2021	Adoption	25.01.2022	20.01.2022	25.01.2022

<b>Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation et portant habilitation du Gouvernement à compléter par ordonnance les règles organisant le dialogue social avec les plateformes</b> <i>Pj AN n° 4361</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	05.01.2022	Adoption	26.01.2022	26.01.2022	26.01.2022
<b>Projet de loi relatif à la protection des enfants</b> <i>Pj AN n° 4264</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	11.01.2022	Adoption	25.01.2022	20.01.2022	25.01.2022
<b>Proposition de loi relative aux lois de financement de la sécurité sociale</b> <i>Pn AN n° 4139</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	12.01.2022	Échec	27.01.2022	09.02.2022	09.02.2022
<b>Proposition de loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale</b> <i>Pn organique AN n° 4111</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	12.01.2022	Échec	27.01.2022	09.02.2022	09.02.2022
<b>Projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique</b> <i>Pj AN n° 4857</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	13.01.2022	Échec	14.01.2022	15.01.2022	16.01.2022
<b>Proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement</b> <i>Pn AN n° 3292</i> <i>Après 2<sup>ème</sup> lecture</i>	20.01.2022	Échec	10.02.2022	16.02.2022	23.02.2022
<b>Projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante</b> <i>Pj S n° 4612</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	25.01.2022	Adoption	08.02.2022	08.02.2022	08.02.2022
<b>Proposition de loi visant à démocratiser le sport en France</b> <i>Pn AN n° 3808</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	31.01.2022	Échec	09.02.2022	16.02.2022	24.02.2022
<b>Projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale</b> <i>Pj S n° 4406</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	31.01.2022	Adoption	08.02.2022	09.02.2022	09.02.2022
<b>Proposition de loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte</b> <i>Pn AN n° 4398</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	01.02.2022	Adoption	08.02.2022	16.02.2022	16.02.2022

<b>Proposition de loi organique visant à renforcer le rôle du défenseur des droits en matière de signalement d'alerte</b> <i>Pn organique AN n° 4375</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	01.02.2022	Adoption	08.02.2022	16.02.2022	16.02.2022
<b>Projet de loi portant reconnaissance de la Nation envers les harkis et les autres personnes rapatriées d'Algérie anciennement de statut civil de droit local et réparation des préjudices subis par ceux-ci et leurs familles du fait de leurs conditions d'accueil sur le territoire français</b> <i>Pj AN n° 4631</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	01.02.2022	Adoption	09.02.2022	15.02.2022	15.02.2022
<b>Proposition de loi visant à combattre le harcèlement scolaire</b> <i>Pn AN n° 4658</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	01.02.2022	Échec	10.02.2022	17.02.2022	24.02.2022
<b>Proposition de loi pour un accès plus juste, plus simple et plus transparent au marché de l'assurance emprunteur</b> <i>Pn AN n° 4624</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	03.02.2022	Adoption	15.02.2022	17.02.2022	17.02.2022
<b>Proposition de loi relative à l'aménagement du Rhône</b> <i>Pn AN n° 4832</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	10.02.2022	Adoption	15.02.2022	17.02.2022	17.02.2022
<b>Projet de loi portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture</b> <i>Pj AN n° 4758</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	16.02.2022	Adoption	22.02.2022	24.02.2022	24.02.2022
<b>Proposition de loi visant à renforcer le contrôle parental sur les moyens d'accès à internet</b> <i>Pn AN n° 4646</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	17.02.2022	Adoption	22.02.2022	24.02.2022	24.02.2022
<b>Proposition de loi relative au choix du nom issu de la filiation</b> <i>Pn AN n° 4853</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1<sup>ère</sup> lecture</i>	17.02.2022	Échec	21.02.2022	24.02.2022	24.02.2022

# Annexe XVI

## Liste chronologique des scrutins

### 1. Scrutins secrets

Date de la séance	Objet du scrutin
05.10.2021	Élection de deux juges suppléants à la Cour de justice de la République

### 2. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances à l'Assemblée nationale

*Aucun scrutin public dans les salles voisines de la salle des séances n'est intervenu au cours de la session 2021-2022.*

### 3. Scrutins publics sur l'autorisation de prolongation d'une intervention des forces armées à l'étranger (art. 35 C.)

*Aucun scrutin public sur l'autorisation de prolongation d'une intervention des forces armées à l'étranger n'est intervenu au cours de la session 2021-2022.*

### 4. Scrutins publics solennels

*(Scrutins publics décidés en Conférence des présidents en application de l'art. 65-1 R.)*

N° de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
4008	19.10.2021	la première partie du projet de loi de finances pour 2022 (première lecture)	349	205	5
4064	26.10.2021	l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 (première lecture)	344	202	7
4150	16.11.2021	l'ensemble du projet de loi de finances pour 2022 (première lecture)	348	205	8
4252	04.01.2022	l'ensemble du projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (première lecture)	375	140	36



## Annexe XVII

### *Décisions du Conseil constitutionnel*

#### Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des assemblées parlementaires

(Application de l'art. 61, al. premier C.)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution	Premier ministre 30.09.2021	2021-827 DC 21.10.2021	26.10.2021	Conforme
Loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire	Premier ministre 19.11.2021	2021-829 DC 17.12.2021	23.12.2021	Partiellement non-conforme Réserves
Loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques	Premier ministre 25.11.2021	2021-831 DC 23.12.2021	29.12.2021	Partiellement non-conforme Réserves
Loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale	Premier ministre 11.02.2022	2022-836 DC 14.03.2022	15.03.2022	Conforme
Loi organique n° 2022-400 du 21 mars 2022 visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d'alerte	Premier ministre 18.02.2022	2022-838 DC 17.03.2022	22.03.2022	Conforme

## Conformité à la Constitution des lois ordinaires

(Application de l'art. 61, al. 2 C.)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi relative à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique	Plus de 60 sénateurs 30.09.2021	2021-826 DC	26.10.2021	Partiellement non-conforme
Loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire	plus de 60 députés, plus de 60 députés, plus de 60 sénateurs, plus de 60 sénateurs 05.11.2021	2021-828 DC	11.11.2021	Partiellement non-conforme
Loi pour la confiance dans l'institution judiciaire	Premier ministre 19.11.2021	2021-830 DC	23.12.2021	Conforme (procédure d'adoption)
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2022	Plus de 60 sénateurs 30.11.2021	2021-832 DC	24.12.2021	Partiellement non-conforme
Loi de finances pour 2022	Plus de 60 députés Plus de 60 sénateurs Plus de 60 députés 15.12.2021 16.12.2021 20.12.2021	2021-833 DC	31.12.2021	Partiellement non-conforme
Loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique	Plus de 60 députés Plus de 60 sénateurs 17.01.2022 17.01.2022	2022-835 DC	23.01.2022	Partiellement non-conforme Réserves
Loi relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure	Plus de 60 députés Plus de 60 sénateurs 20.01.2022 23.01.2022	2021-834 DC	25.01.2022	Partiellement non-conforme Réserves
Loi relative aux lois de financement de la sécurité sociale	Premier ministre 11.02.2022	2022-837 DC	15.03.2022	Conforme
Loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte	Premier ministre 18.02.2022	2022-839 DC	22.03.2022	Partiellement non-conforme

## Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative

(Application de l'art. 37, al. 2, C.)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Nature juridique du quatrième alinéa de l'article L. 2221-8 du code des transports	Premier ministre 20.10.2021	2021-296 L 18.11.2021	23.11.2021	Caractère réglementaire
Nature juridique des mots « le ministre chargé des naturalisations » figurant au premier alinéa de l'article 26-1 du code civil	Premier ministre 24.01.2022	2022-297 L 24.02.2022	24.02.2022	Caractère réglementaire
Nature juridique des mots « Un membre du corps des inspecteurs généraux de l'administration du développement durable désigné par le vice-président du Conseil général de l'environnement et du développement durable » figurant au 4° de l'article L. 751-6 du code de commerce et des mots « du Conseil général de l'environnement et du développement durable » figurant au premier alinéa du paragraphe I de l'article L. 302-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation, au premier alinéa du paragraphe II de l'article L. 114-2 du code minier ainsi qu'au septième alinéa du paragraphe II de l'article 3 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, au 6° du paragraphe III de son article 3-1 et au premier alinéa du paragraphe VIII de son article 8	Premier ministre 02.05.2022	2022-298 L 02.06.2022	03.06.2022	Caractère réglementaire

## **Conformité aux dispositions relatives aux études d'impact**

(Application de l'art. 39 C.)

*Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil*

## **Caractère législatif ou réglementaire des propositions de loi et amendements auxquels est opposée une fin de non-recevoir**

(Application de l'art. 41 C.)

*Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil*

## **Conformité à la Constitution des traités**

(Application de l'art. 54 C.)

*Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil*

## **Dispositions relatives à la régularité de l'élection des députés**

(Application de l'art. 59 C.)

L'ensemble des décisions relatives à la régularité de l'élection des députés est disponible à l'adresse suivante : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/decisions/an>

## **Constatation de déchéance de plein droit**

(Application de l'article LO 136 du code électoral)

<b>Objet</b>	<b>Origine et date de la saisine</b>	<b>Numéro et date de la décision</b>	<b>Journal officiel</b>	<b>Décision</b>
Constatation de la déchéance de plein droit de M. Mustapha Laabid de sa qualité de membre de l'Assemblée nationale	Garde des sceaux, ministre de la justice 20.07.2021	2021-25 D 07.10.2021	08.10.2021	Non-lieu à statuer

## **Dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer**

(Application des art. 74 et 74-1 C.)

*Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil*

## **Référendum d'initiative partagée**

(Application de l'art. 11 C.)

*Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil*

## Annexe XVIII

### *Déclarations et débats*

#### Tenus à la demande du Gouvernement

Date	Objet	Ministre	Type de débat	Suivi d'un vote
18.10.2021	Débat sur le prélèvement européen	M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes	-	non
15.12.2021	Déclaration du Gouvernement relative au programme de la présidence française du Conseil de l'Union européenne	M. Jean Castex, Premier ministre M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes	art. 50-1 C	non
22.02.2022	Déclaration du Gouvernement relative à l'engagement de la France au Sahel	M. Jean Castex, Premier ministre Mme Florence Parly, ministre des armées	art. 50-1 C	non
24.02.2022	Déclaration du Gouvernement relative à l'évolution de la situation sanitaire	M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé	art. 50-1 C	non
01.03.2022	Déclaration du Gouvernement relative à la décision de la Russie de faire la guerre à l'Ukraine	M. Jean Castex, Premier ministre Mme Florence Parly, ministre des armées M. Jean-Baptiste Lemoyne, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du tourisme, des Français de l'étranger et de la francophonie et auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises M. Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des comptes publics	art. 50-1 C	non

## Organisés par la Conférence des présidents

<b>Date</b>	<b>Objet</b>	<b>Ministre</b>
16.02.2021	Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes	-

## Tenus à la demande des commissions permanentes

Aucun débat tenu à la demande des commissions permanentes sur la période couverte par le présent recueil.

## Tenus à la demande des groupes politiques

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre
04.01.2022	LR	Débat sur l'application de la loi visant à agir contre les violences au sein de la famille	Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur, chargée de la citoyenneté M. Eric Dupond-Moretti, ministre de la justice, garde des sceaux
06.01.2022	LT	Débat sur le thème : « Légalisation du cannabis : évolutions européennes, blocages français »	Mme Sarah El Hairy, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée de la jeunesse et de l'engagement
06.01.2022	GDR	Débat sur le thème : « Bilan des actions de la France pour faire respecter le droit international : le cas du Sahara occidental »	M. Jean-Baptiste Lemoyne, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du tourisme, des Français de l'étranger et de la francophonie et auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises
06.01.2022	UDI-I	Débat sur l'avenir institutionnel et politique de la Nouvelle-Calédonie	M. Sébastien Lecornu, ministre des outre-mer
06.01.2022	FI	Débat sur le plafonnement des frais bancaires	Mme Nadia Hai, ministre déléguée auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargée de la ville
07.01.2022	Agir ens	Débat sur le contrôle de l'application de la loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité	M. Eric Dupond-Moretti, ministre de la justice, garde des sceaux
07.01.2022	LaREM	Débat sur la transition écologique et la protection de la biodiversité	Mme Bérangère Abba, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique, chargée de la biodiversité
07.01.2022	SOC	Débat sur le rapport du CEC sur l'évaluation des politiques de prévention en santé publique	M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé de l'enfance et des familles

07.01.2022	Dem	Débat sur l'accueil des migrants au sein de l'Union européenne (UE) et la réforme du règlement de Dublin III	M. Marc Fesneau, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement et de la participation citoyenne
31.01.2022	LT	Débat sur l'avenir du secteur aéronautique	M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports
31.01.2022	FI	Débat sur le mal-logement	Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement
31.01.2022	GDR	Débat sur le thème : « Évaluation du plan gouvernemental : un État plus fort en Seine-Saint-Denis »	Mme Nadia Hai, ministre déléguée auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargée de la Ville
01.02.2022	Agir ens	Débat sur la feuille de route de l'influence de la diplomatie française présentée le 14 décembre 2021	M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères
01.02.2022	Dem	Débat sur la stratégie de l'Union européenne pour la décarbonation de l'électricité et l'efficacité énergétique à l'horizon 2050	Mme Béangère Abba, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique, chargée de la biodiversité
01.02.2022	LR	Débat sur les suites à donner aux propositions du rapport de la commission d'enquête sur les dysfonctionnements et manquements de la politique pénitentiaire française	M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice
02.02.2022	SOC	Débat sur l'évolution de la santé psychique dans le contexte de crise sanitaire et les réponses qui y sont apportées par nos politiques publiques	M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé de l'enfance et des familles
02.02.2022	LaREM	Débat sur le rapport de la commission des affaires sociales sur l'évaluation de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel	Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion



# Annexe XIX

## *Engagements de responsabilité et censure (art. 49 C.)*

### 1. Engagements de responsabilité

*Le Gouvernement n'a pas engagé sa responsabilité durant la période couverte par le présent recueil.*

### 2. Motions de censure

*Aucune motion de censure n'a été déposée durant la période couverte par le présent recueil.*

## Annexe XX

### *Questions sur une thématique ministérielle*

<b>Date</b>	<b>Groupe demandeur</b>	<b>Objet</b>	<b>Ministre interrogé</b>
02.02.2022	UDI-I	Questions sur les zones de non-traitement	M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation

# Annexe XXI

## *Répartition des réponses aux questions orales et écrites*

### Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministères	QG	QOSD
Premier ministre : Jean Castex	34	-
Affaires européennes : Clément Beaune (secrétaire d'État)	9	1
Agriculture et alimentation : Julien Denormandie	13	16
Armées : Florence Parly	3	1
Autonomie : Brigitte Bourguignon (ministre déléguée)	11	4
Biodiversité : Bérangère Abba (secrétaire d'État)	9	-
Citoyenneté : Marlène Schiappa (ministre déléguée)	13	1
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales : Jacqueline Gourault	10	1
Commerce extérieur et attractivité : Franck Riester (ministre délégué)	-	1
Comptes publics : Olivier Dussopt (ministre délégué)	34	2
Culture : Roselyne Bachelot	5	3
Économie sociale, solidaire et responsable : Olivia Grégoire (secrétaire d'État)	-	-
Économie, finances et relance : Bruno Le Maire	14	10
Éducation nationale, jeunesse et sports : Jean-Michel Blanquer	36	17
Éducation prioritaire : Nathalie Élimas (secrétaire d'État)	-	-
Égalité femmes-hommes, diversité et égalité des chances : Elisabeth Moreno (ministre déléguée)	9	2
Enfance et familles : Adrien Taquet (secrétaire d'État)	12	2
Enseignement supérieur, recherche et innovation : Frédérique Vidal	5	3
Europe et affaires étrangères : Jean-Yves Le Drian	22	1
Industrie : Agnès Pannier-Runacher (ministre déléguée)	15	3
Insertion : Brigitte Klinkert (ministre déléguée)	20	14
Intérieur : Gérald Darmanin	3	1
Jeunesse et engagement : Sarah El Haïry (secrétaire d'État)	13	7
Justice : Éric Dupond-Moretti	11	9
Logement : Emmanuelle Wargon (ministre déléguée)	4	1
Mémoire et anciens combattants : Geneviève Darrieussecq (ministre déléguée)	4	-
Mer : Annick Girardin	4	2
Outre-mer : Sébastien Lecornu	8	1
Personnes handicapées : Sophie Cluzel (secrétaire d'État)	13	6
Petites et moyennes entreprises : Alain Griset (ministre délégué)	4	1
Porte-parole du Gouvernement : Gabriel Attal (secrétaire d'État)	10	-
Relations avec le Parlement et participation citoyenne : Marc Fesneau (ministre délégué)	3	-
Retraites et santé au travail : Laurent Pietraszewski (secrétaire d'État)	5	-
Ruralité : Joël Giraud (secrétaire d'État)	2	-
Solidarités et santé : Olivier Véran	76	40
Sports : Roxana Maracineanu (ministre déléguée)	2	-

Tourisme, Français de l'étranger et francophonie : Jean-Baptiste Lemoyne (secrétaire d'État)	16	2
Transformation et fonction publiques : Amélie de Montchalin	1	3
Transition écologique : Barbara Pompili	29	11
Transition numérique et communications électroniques : Cédric O (secrétaire d'État)	4	4
Transports : Jean-Baptiste Djebbari (ministre délégué)	1	16
Travail, emploi et insertion : Elisabeth Borne	13	4
Ville : Nadia Hai (ministre déléguée)	4	-
<b>Total</b>	<b>500</b>	<b>188</b>

## Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Ministères	Nombre de réponses
Premier ministre : Jean Castex	19
Affaires européennes : Clément Beaune (secrétaire d'État)	9
Agriculture et alimentation : Julien Denormandie	271
Armées : Florence Parly	70
Autonomie : Brigitte Bourguignon (ministre déléguée)	89
Biodiversité : Bérangère Abba (secrétaire d'État)	30
Citoyenneté : Marlène Schiappa (ministre déléguée)	5
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales : Jacqueline Gourault	96
Commerce extérieur et attractivité : Franck Riester (ministre délégué)	4
Comptes publics : Olivier Dussopt (ministre délégué)	104
Culture : Roselyne Bachelot	151
Économie sociale, solidaire et responsable : Olivia Grégoire (secrétaire d'État)	5
Économie, finances et relance : Bruno Le Maire	454
Éducation nationale, jeunesse et sports : Jean-Michel Blanquer	360
Éducation prioritaire : Nathalie Élimas (secrétaire d'État)	4
Égalité femmes-hommes, diversité et égalité des chances : Elisabeth Moreno (ministre déléguée)	-
Enfance et familles : Adrien Taquet (secrétaire d'État)	10
Enseignement supérieur, recherche et innovation : Frédérique Vidal	9
Europe et affaires étrangères : Jean-Yves Le Drian	162
Industrie : Agnès Pannier-Runacher (ministre déléguée)	25
Insertion : Brigitte Klinkert (ministre déléguée)	3
Intérieur : Gérard Darmanin	128
Jeunesse et engagement : Sarah El Haïry (secrétaire d'État)	14
Justice : Éric Dupond-Moretti	102
Logement : Emmanuelle Wargon (ministre déléguée)	151
Mémoire et anciens combattants : Geneviève Darrieussecq (ministre déléguée)	50
Mer : Annick Girardin	31
Outre-mer : Sébastien Lecornu	10
Personnes handicapées : Sophie Cluzel (secrétaire d'État)	196
Petites et moyennes entreprises : Alain Griset (ministre délégué)	3
Porte-parole du Gouvernement : Gabriel Attal (secrétaire d'État)	-
Relations avec le Parlement et participation citoyenne : Marc Fesneau (ministre délégué)	-
Retraite et protection de la santé des salariés	-
Retraites et santé au travail : Laurent Pietraszewski (secrétaire d'État)	40
Ruralité : Joël Giraud (secrétaire d'État)	3
Solidarités et santé : Olivier Véran	609
Sports : Roxana Maracineanu (ministre déléguée)	17
Tourisme, Français de l'étranger et francophonie : Jean-Baptiste Lemoyne (secrétaire d'État)	6
Transformation et fonction publiques : Amélie de Montchalin	85

Transition écologique : Barbara Pompili	140
Transition numérique et communications électroniques : Cédric O (secrétaire d'État)	34
Transports : Jean-Baptiste Djebbari (ministre délégué)	155
Travail, emploi et insertion : Elisabeth Borne	106
Ville : Nadia Hai (ministre déléguée)	2
<b>Total</b>	<b>3 762</b>